Nations Unies A/64/PV.4

# Assemblée générale

Soixante-quatrième session

*Documents officiels*

**4**e séance plénière
Mercredi 23 septembre 2009, à 15 heures
New York

*Président* : M. Treki . . . . . (Jamahiriya arabe libyenne)

*La séance est ouverte à 15 h 40.*

**Allocution de M^me^ Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République argentine.

*M^me^ Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^me^ Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Fernández de Kirchner** (*parle en espagnol*) : Je dois avouer que, lorsque je suis arrivée dans cette ville pour participer à la présente session de l'Assemblée générale, j'avais l'intention de commencer ma déclaration en insistant fortement sur la nécessité de reconstruire le multilatéralisme et la coopération, qui sont les deux instruments de base pouvant nous permettre de surmonter ce qui est aujourd'hui sans conteste au centre du débat mondial, à savoir la crise sociale et économique.

*M. Berdymukhammedov (Turkménistan), Vice-Président, assume la présidence.*

Mais en raison de certains événements survenus de lundi à mardi, je commencerai mon intervention en informant l'Assemblée que l'ambassade de mon pays, la République argentine, à Tegucigalpa, en République du Honduras, s'est vu couper l'électricité depuis deux jours. Et évidemment, ce n'est pas parce que nous n'avons pas payé la facture mais pour des raisons plus graves.

Près de l'ambassade argentine se trouve une chaîne de télévision qui a informé le public de l'arrivée du Président Zelaya au Honduras, de la répression et des manifestations en faveur du rétablissement de la démocratie. C'est là l'une des raisons de la coupure d'électricité. Nous avons eu, dans tous les cas, plus de chance que l'ambassade de la république sœur du Brésil, qui s'est vu couper l'électricité mais également l'eau au petit matin, parce qu'on y avait donné refuge au Président constitutionnel, Manuel Zelaya.

Je dois dire, en tant que Latino-Américaine, que pas même au Chili pendant la dictature du général Pinochet ni en Argentine pendant la dictature du général Jorge Rafael Videla – peut-être les deux dictatures les plus sanglantes d'Amérique latine –, il n'y a eu de comportements similaires vis-à-vis des ambassades qui travaillaient activement pour donner asile aux réfugiés.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Merci de recycler

Je dis cela car il est indispensable de prendre conscience que, si nous n'œuvrons pas à la mise en place d'une stratégie multilatérale forte et précise qui permette le rétablissement de la démocratie au Honduras, qui mette véritablement en pratique le respect des droits de l'homme et qui veille à la tenue d'élections libres et démocratiques, ce qui ne peut se faire que dans le respect de la Constitution, nous créerons un précédent très grave dans une région qui, pendant les décennies où la doctrine de la sécurité nationale était en vigueur, a interrompu le cours de la démocratie, coûté la vie de milliers et de milliers de Latino-Américains, poussé à l'exil des milliers d'autres et provoqué la tragédie sociale et économique la plus grave de mémoire d'homme dans la région.

C'est pour cette raison que je lance cet appel, ayant moi-même participé activement à la recherche d'une solution dans le cadre de l'Organisation des États américains, ayant accompagné aussi le Président sortant de cette assemblée, le père Miguel d'Escoto Brockmann, en El Salvador pour effectuer une mission de sauvegarde, ce qui constitue, à mon avis, deux valeurs fondamentales que notre région a réussi à mettre en place : la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Il m'apparaît donc que par multilatéralisme on devrait également entendre qu'il faut fixer des règles communes et générales, à l'échelle du monde globalisé, des règles qui devront être acceptées par tous les pays. Dans ce cas précis, en effet, nous sommes confrontés à un coup médiatique qui a été soigneusement dissimulé ou minimisé parce qu'il tendait, en réalité, à s'opposer à l'avènement de gouvernements populaires et progressistes dans la région. Je pense donc que définir le multilatéralisme exigera de nous tous des mesures et des règles concrètes nous permettant d'avoir tous, absolument tous, les mêmes paramètres au moment de juger les conduites, les attitudes et les situations institutionnelles.

Hier, j'ai également participé au sommet sur le climat organisé par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, dans le but de rapprocher les positions avant le sommet de Copenhague qui doit avoir lieu dans 70 jours. Il y a 15 ans, nous avons conclu la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques portant sur les risques climatiques et la protection de l'environnement, qui par la suite a débouché sur le Protocole de Kyoto, conçu précisément pour nous amener à respecter les obligations auxquelles les pays sont assujettis. Quinze ans après, ni l'une ni l'autre n'ont pu être réalisées d'une manière satisfaisante.

C'est fondamentalement dû, sans doute, au fait que les pays qui sont les plus responsables de la pollution de l'environnement et des émissions de gaz à effet de serre et qui, par conséquent, devraient assumer la plus grande responsabilité dans la compensation de ces émissions, en investissant aussi bien dans leurs propres pays que dans les pays en voie de développement, ne parviennent pas non plus à un accord. Comme je l'ai dit hier lors du sommet, il me semble nécessaire de comprendre que la seule possibilité d'aborder la mondialisation avec succès est précisément de fixer des règles communes qui soient respectées par toutes les nations, développées ou, comme nous, en voie de développement.

On ne peut éviter, dans ce contexte, d'évoquer la situation de notre pays, la République argentine, où se trouve encore une enclave coloniale, les îles Malvinas, qui n'est toujours pas en mesure d'aborder la question de sa souveraineté avec le Royaume-Uni, comme l'avait proclamé cette assemblée dans de nombreuses résolutions. Nous avons récemment pu nous entendre, grâce à un geste humanitaire accordé sur notre demande, pour que les familles de ceux qui sont enterrés dans les îles puissent voyager par avion pour inaugurer un cénotaphe où ils pourront rendre hommage à la mémoire de ceux qui se sont battus pour leur patrie.

Tous ces éléments nous montrent clairement qu'il ne faut donc pas seulement concevoir le multilatéralisme sous la forme de la déclaration oratoire que l'on fait tous les ans ici ou dans d'autres enceintes multilatérales, mais plutôt comme quelque chose qui devrait produire des résultats concrets, sauf à laisser la situation se compliquer toujours plus. Nous le voyons, en effet, il y a de plus en plus de problèmes sans solution ni réponse parce que en définitive le multilatéralisme que nous sommes venus proclamer sans relâche depuis 2003 ne se concrétise pas.

Je ne saurais non plus passer sous silence le fait que mon pays, avec les États-Unis, sont les deux seuls pays victimes d'un attentat du terrorisme mondial, du terrorisme international. Pour l'Argentine, le premier a eu lieu en 1992 à l'ambassade d'Israël et le deuxième a eu lieu à l'Asociación Mutual Israelita Argentina (AMIA). Des centaines de personnes sont mortes dans ces attaques. Aujourd'hui, le chef de l'AMIA,

l'organisation victime de cet attentat, ainsi que des parents des victimes se sont joints à moi dans cette enceinte.

En 2007, le Président Néstor Kirchner a demandé, ici au sein de cette Assemblée (cf. A/62/PV.5), à la République islamique d'Iran de bien vouloir extrader les fonctionnaires iraniens qui étaient recherchés par la justice argentine, pour que des enquêtes soient menées afin d'établir qui était responsable de cet attentat grave. L'année dernière, devant cette même Assemblée (voir A/63/PV.5), j'ai de nouveau personnellement prié les autorités de la République islamique d'Iran de faire droit à notre demande. J'ai expliqué que dans mon pays, il existait des garanties constitutionnelles et que le principe selon lequel une personne est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas encore été établie par un jugement était en vigueur sur tout notre territoire, et que nous respections les garanties relatives à la liberté et à l'administration de la justice. Malgré cela, cela n'a pas eu lieu. Au contraire, cette année, l'un des hauts responsables visés par cette demande d'extradition du Procureur en cette affaire a été promu ministre.

Je sais que le Président de la République islamique d'Iran va prendre la parole après moi, peut-être après 4, 5 ou 15 autres orateurs. Il va sans nul doute encore nier les événements tragiques qui ont marqué l'histoire du monde occidental au XX$^{e}$ siècle. Il invoquera sûrement la menace d'autres impérialismes. Il va également invoquer Dieu certainement. Je tiens à lui dire que mon pays, la République argentine, n'est pas un pays impérialiste, que ce soit par ses convictions ou son histoire. Au contraire, depuis l'origine, notre pays a connu le joug de la colonisation. Nous avons aussi souffert durant l'ère bipolaire, à cause de la doctrine de la sécurité nationale. Je voudrais lui dire que, tout comme lui, je crois en Dieu. Nous appartenons peut-être à des religions différentes mais, en définitive, je ne crois pas que lui ou moi pensions que Dieu pourrait nous ordonner de proférer des menaces ou de refuser que justice soit faite.

Et c'est pourquoi, en ma qualité de Présidente de la République argentine, je réitère humblement notre requête en vue de l'extradition des fonctionnaires recherchés par la justice argentine – non pour qu'ils soient déclarés coupables, mais pour qu'ils soient jugés avec toutes les garanties et les droits que notre pays accorde à tous ses citoyens et aux étrangers : les garanties qu'offre la démocratie, que la République argentine a défendues inconditionnellement et qui sont inscrits dans ses gènes institutionnels et historiques.

Je ne voudrais pas conclure sans évoquer trois événements que je juge très constructifs, et que j'aimerais porter à l'attention des membres de l'Assemblée aujourd'hui. Le premier s'est produit très récemment, le 9 septembre, lors de la visite en République argentine de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de sa Présidente, ainsi que de la Présidente de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Cette visite a eu lieu 30 ans après la première visite effectuée dans notre pays par cette même Cour, sous la dictature, pour mener des enquêtes sur les crimes qui étaient commis à l'époque, recevoir les plaintes des citoyens argentins – dont notre Ministre des affaires étrangères qui se trouve ici avec moi, et qui était en prison à l'époque, avec son père – et écouter les témoignages relatifs aux violations graves qui se commettaient à l'époque.

Trente ans plus tard, les hommes qui faisaient partie de cette commission et les hommes et les femmes qui en font partie aujourd'hui ont visité une Argentine où les criminels responsables du génocide sous la dictature sont en train d'être jugés conformément à la Constitution par les juges constitutionnels. Nous avons également conclu un accord avec la Cour interaméricaine pour présenter un projet de loi à nos législateurs afin d'éliminer le délit de calomnie et d'injure pour les journalistes. Je l'ai déjà fait et cela constitue un hommage à la liberté de la presse et à la liberté d'expression. Cependant, je suis d'avis que cela devrait s'appliquer à tous les citoyens. Il est choquant qu'au XXI$^{e}$ siècle, quelqu'un soit condamné à une peine d'emprisonnement pour s'être exprimé librement.

Nous avons également conclu un accord visant à présenter chacun un projet de loi en vue de la récupération des enfants nés en captivité sous le régime dictatorial. Nous avons déjà présenté ces projets de loi. Ils contiennent des dispositions qui permettront en même temps de respecter les victimes et le droit collectif qu'a la société de connaître leur identité.

Le deuxième sujet dont j'aimerais faire part à cette Assemblée a été évoqué aujourd'hui par le Président des États-Unis d'Amérique. C'est une question cruciale pour la paix et la sécurité mondiales, et pour les droits du peuple palestinien; il s'agit par ailleurs d'une composante essentielle de la stratégie de lutte contre le terrorisme international, terrorisme que

nous condamnons une fois de plus comme nous l'avons toujours fait. Il est vraiment réconfortant, cela réchauffe le cœur, d'entendre de la bouche même du Président des États-Unis d'Amérique qu'il est nécessaire que le peuple palestinien puisse vivre sur son territoire sans colonies de peuplement, et que les citoyens israéliens ont évidemment le droit de vivre en paix à l'intérieur de leurs frontières. Les mots du Président, comme le discours qu'il a opportunément prononcé à l'Université du Caire, et qui a probablement été suivi avec beaucoup d'intérêt par beaucoup dans cette Assemblée, nous mettent dans une situation que nous n'avons sans doute pas connue depuis de nombreuses années. Cela signifie qu'il est possible de commencer – et j'espère, faire aboutir – les négociations entre l'Autorité palestinienne et le Gouvernement israélien afin de remettre sur les rails cette question fondamentale pour la paix internationale, à savoir, la question palestinienne.

Enfin, j'aimerais dire à l'Assemblée, en tant que membre du Groupe des 20 (G-20), qui se réunira demain à Pittsburgh, que nous voudrions voir une autre institution multilatérale participer à ce genre de réunions : l'Organisation internationale du Travail. On a beaucoup débattu sur la crise financière au cours des deux récentes réunions du G-20. Cependant, comme nous l'avons déclaré à cette époque, nous pensons que l'une des questions-clefs dont on devrait discuter est celle de l'économie réelle. C'est pour cela que nous étions d'avis que dans ces instances, il serait opportun d'entendre les travailleurs et les entrepreneurs, qui sont les acteurs de l'économie réelle vraiment en mesure de la relancer, au même titre que les responsables des institutions multilatérales de crédit et de la Banque mondiale.

Nous sommes sincèrement convaincus qu'il est nécessaire de construire un nouveau multilatéralisme qui nous placerait tous sur un pied d'égalité; où, à l'avenir, les droits et les obligations seraient les mêmes pour les pays riches et pauvres; et où les droits et les responsabilités des pays en développement seraient les mêmes que ceux des pays développés. Nous avons donc convenu que la nécessité d'établir des règles du jeu identiques pour le monde entier était l'une des conditions fondamentales du succès de l'édification du multilatéralisme. Si nous n'y parvenons pas, nous continuerons à nous livrer, année après année, à des exercices de rhétorique, mais sans atteindre peut-être les résultats qui ne constituent déjà plus un droit mais une obligation pour tous les membres de cet organe.

C'est pourquoi je dirai, pour terminer, que la démocratie, la défense des droits de l'homme et des règles similaires pour tous les pays du monde sont les trois éléments principaux d'un nouveau multilatéralisme. Ces trois exigences doivent être égales et identiques, et valoir pour tous, mais surtout pour ceux qui, de par leurs actions et de par leur développement économique et social, sont à la tête des grands pays développés du monde.

Il est clair que ceux qui ont le plus de responsabilités, ceux dont le rôle moteur est le plus important du fait de leur puissance militaire, technologique, économique et peut-être aussi culturelle, ont également pour obligation d'exercer ce rôle moteur de manière responsable. C'est ce que nous ressentons, au sein des pays en développement émergents, et nous demandons aux grands pays du monde de construire ce monde. C'est ce que nous répétons dans tous nos discours, mais cette édification doit se faire tous les jours par le biais de nos décisions et de nos actions concrètes.

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République argentine de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M^me^ Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan**

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tadjikistan.

*M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Rahmon** (*parle en tadjik; texte anglais fourni par la délégation*) : Je tiens d'emblée à féliciter M. Ali Abdussalam Treki de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. J'ai bon espoir que son talent et son

expérience diplomatiques considérables aideront l'Assemblée générale à mener des travaux fructueux et concluants au cours de la présente session.

Ces dernières décennies, le monde a fait des progrès considérables dans les domaines de la technologie, de l'information et du développement économique et social, des progrès qui, grâce à la mondialisation, se propagent dans le monde entier. Toutefois, les aspects négatifs de ce phénomène, comme par exemple le terrorisme international, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée, le trafic des stupéfiants, les pandémies et les nouveaux périls écologiques, font peser une grave menace sur la communauté internationale. L'ONU joue le rôle principal de coordination des efforts déployés par les États Membres pour répondre aux défis des temps modernes et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Tadjikistan considère le maintien de la paix comme l'un des aspects les plus importants des activités de l'ONU. L'année dernière, pour la première fois, des citoyens de la République du Tadjikistan ont été enrôlés dans les forces de police d'opérations de maintien de la paix, contribuant ainsi aux efforts en vue de renforcer la paix et la stabilité dans des zones de conflits. Mon pays est actuellement en train de rédiger une stratégie nationale pour le développement de ses capacités de maintien de la paix.

Le Tadjikistan accorde la plus grande importance au renforcement du processus de désarmement. Nous espérons que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 sera l'occasion d'un échange de vues constructif sur les questions urgentes relatives à l'application concrète de cet accord. Nous sommes convaincus que la création de zones exemptes d'armes nucléaires est tout aussi importante aux niveaux régional et mondial. C'est pourquoi le Tadjikistan est prêt à œuvrer au renforcement de l'application effective au niveau national des dispositions du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, entré en vigueur le 21 mars 2009.

Nous appuyons le rôle moteur de l'ONU dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Nous espérons que, au cours de la prochaine Réunion biennale qui se tiendra sur le Programme d'action, des mesures importantes seront mises au point afin de coordonner de nouvelles actions allant dans cette direction.

Le Tadjikistan appuie les efforts déployés par la communauté internationale pour obtenir l'interdiction complète de l'utilisation des mines antipersonnel. En ce qui nous concerne, nous tenons les engagements que nous avons pris au titre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, en fournissant chaque année au Secrétaire général des informations sur les dangers posés par les mines.

La première conférence internationale d'examen de la question des conséquences des mines terrestres a eu lieu à Douchanbé, la capitale de mon pays, en juin 2009. Le Tadjikistan subit depuis longtemps les effets des mines terrestres. Nous pensons que l'Asie centrale doit être débarrassée de la menace des mines et nous demandons à la communauté internationale de faire tout son possible pour parvenir à ce noble objectif.

La communauté internationale continue à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues. Ces menaces conjuguées suscitent des préoccupations de plus en plus vives. Nous considérons donc qu'il est essentiel d'accélérer l'adoption d'une convention générale sur le terrorisme international. Il faut éviter la politique de deux poids deux mesures dans ce domaine, car le terrorisme ne connaît d'affiliations ni nationales ni religieuses.

La prévention du trafic de stupéfiants fait partie intégrante de la lutte commune contre le terrorisme. Le Tadjikistan a mis au point des programmes d'action bilatéraux, régionaux et multilatéraux à court et à long terme, et il a ratifié une trentaine d'accords intergouvernementaux.

L'Office de contrôle des drogues créé par le Président de la République du Tadjikistan, avec la participation active de l'ONU, existe déjà depuis plus d'une décennie. La valeur totale de l'héroïne confisquée au cours de ces années, pour ce qui est de son prix moyen en Europe, est évaluée à 1 milliard 120 millions de dollars des États-Unis Cette initiative a permis de sauver plus de 36 millions de vies humaines de la dépendance à la drogue. L'initiative du Gouvernement tadjik d'établir une ceinture de sécurité anti drogue autour de l'Afghanistan a été lancée à partir de cette tribune de l'Assemblée générale lors de sa vingtième session extraordinaire, en 1998.

Nous sommes d'avis que l'un des moyens de contrecarrer la menace de la drogue émanant de l'Afghanistan consiste à lui apporter aide et assistance à mettre en œuvre ses programmes cibles. Malheureusement, les efforts entrepris à ce jour par la communauté internationale ainsi que les ressources allouées pour s'attaquer à ce problème n'ont pas suffi à stopper la propagation de plus en plus agressive des stupéfiants. À notre avis, les frontières des pays voisins de l'Afghanistan devraient être considérées comme la première ligne dans cette lutte, et des efforts pour la renforcer devraient être entrepris. Pendant de longues années, le Tadjikistan a servi de zone tampon contre la propagation et l'exportation de stupéfiants, du terrorisme, de l'extrémisme et autres fléaux en provenance de cette région.

Nous avons grand intérêt à consolider une paix et une stabilité durables en Afghanistan, car la sécurité en Asie centrale dépend à tous les égards de la situation dans ce pays voisin. Il est clair aujourd'hui que le problème afghan ne peut être résolu par les seuls moyens militaires, mais requiert plutôt une approche globale qui prenne en compte l'ensemble des nombreux facteurs impliqués. D'abord et surtout, des projets et programmes éducationnels et sociaux doivent être mis en œuvre dans ce pays. Nous appuyons les efforts en cours en faveur d'un redressement pacifique et estimons que la stratégie d'action internationale en Afghanistan doit reposer dans une large mesure sur les Afghans eux-mêmes, et que la priorité doit être de s'assurer qu'une coopération étroite et efficace s'établisse avec les autorités du pays.

La situation mondiale évolue rapidement en raison de la crise économique et financière. Cette situation non seulement sape nos efforts et notre capacité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, mais elle nous impose des tâches nouvelles et complexes. Nous nous félicitons grandement du rôle de l'ONU et des efforts qu'elle déploie pour faire face à cette crise à triple dimension et en atténuer les effets.

Il est bien connu que la crise financière et économique mondiale a été causée principalement par les pays les plus riches et les plus développés, qui ont déraisonnablement gonflé les avoirs bancaires sur la base de prêts non garantis. C'est pourquoi nous estimons que ces pays doivent assumer leur part de responsabilité à l'égard des pays en développement, dont la situation déjà difficile s'est encore aggravée du fait de la crise financière mondiale. Des effacements partiels des dettes encourues durant la crise, l'augmentation constante de l'aide des pays donateurs et une gestion rationnelle de la main d'œuvre migratoire auront un effet salutaire dans cette situation. À mon sens, il est grand temps de remplacer un certain nombre de forums par une assistance concrète aux efforts des pays en développement pour atténuer l'impact de la crise et la surmonter. Si cette dernière persiste, ses conséquences sur le long terme peuvent être encore plus graves.

Avec d'autres États Membres, le Tadjikistan a apporté son soutien aux résultats de la Conférence sur la crise financière et économiques mondiale et son incidence sur le développement. Nous nous félicitons grandement des efforts de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et jugeons nécessaire d'accroître l'assistance aux pays en développement sous forme d'aide financière et économique, de transfert de technologie moderne et de provisions en semences.

Entre-temps, nous estimons pour notre part que les efforts pour résoudre les problèmes dus à la crise énergétique n'ont pas donné tous les résultats escomptés. Nous estimons que, parallèlement aux objectifs du Millénaire pour le développement, priorité doit être donnée à l'accès à l'énergie. Le Tadjikistan, qui occupe la huitième place dans le monde pour les ressources hydroélectriques disponibles – estimées à 527 milliards de kilowatts/heure –, utilise actuellement moins de 5 % de son potentiel et, au cours des 18 dernières années a souffert d'une crise énergétique chronique huit mois sur 12, cela chaque année, essentiellement en automne et en hiver. Ces dernières années, la pénurie d'électricité s'est aggravée du fait d'hivers anormalement rudes et longs dus aux changements climatiques. Il est parfaitement logique qu'en l'absence de ressources d'hydrocarbures explorées, le Tadjikistan développe son industrie hydroélectrique de manière concertée et globale.

L'achèvement de la construction d'un certain nombre de petites, moyennes et grandes centrales hydroélectriques contribuera à fournir de l'énergie non seulement à l'ensemble de l'Asie centrale, mais également aux pays voisins. À cet égard, la mise en œuvre de projets régionaux tels que le Central Asia-South Asia Electricity Transmission et le Trade Project définiront les perspectives de développement de notre vaste région, qui comprend le Tadjikistan, le Kirghizstan, l'Afghanistan et le Pakistan.

Les besoins toujours croissants en énergie propre et non coûteuse nécessitent la construction de centrales hydroélectriques et de réservoirs d'eau, essentielles à la fourniture de quantités d'eau suffisantes, particulièrement les années de sécheresse. Du fait que les centrales hydroélectriques produisent de l'énergie en utilisant l'eau et non pas en la consommant, l'industrie hydroélectrique joue un rôle important sur le plan du développement de la production énergétique et du secteur socioéconomique, ainsi que de la protection de l'environnement non seulement au Tadjikistan mais dans toute la région de l'Asie centrale.

Les changements climatiques mondiaux imposent de mettre en place une approche globale et intégrée pour l'exploitation des ressources naturelles. Nous sommes profondément convaincus que le Sommet de Copenhague de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques approuvera un nouvel accord global sur la question.

Chaque année, les catastrophes naturelles causent de graves dommages à l'agriculture, à l'environnement et à l'économie tout entière de pays tel que le nôtre. Au Tadjikistan, les montagnes occupent 93 % du territoire. Les dommages causés à l'économie du pays ces dernières années par les catastrophes naturelles telles que les torrents de boue, les glissements de terrain et les inondations sont estimés à des centaines de millions de dollars des États-Unis, sans parler des tragiques pertes humaines.

Une évaluation de l'impact des changements climatiques sur les glaciers du Tadjikistan a montré que, durant la période d'observation qui a débuté en 1930, la superficie totale des glaciers a diminué d'environ un tiers. Parce que les glaciers et les cimes enneigées constituent les sources principales de déversement de l'eau dans les rivières, il est probable que dans un proche avenir le débit des rivières diminue de 5 à 15 %. Dans le même temps, la consommation d'eau a augmenté, en raison de la croissance démographique et de l'extension de la superficie des terres irriguées. Au cours du siècle précédent seulement, le total des superficies irriguées est passé de 2,5 millions à 9 millions d'hectares, tandis que la population de l'Asie centrale est passée de 20 millions en 1956 à 63 millions aujourd'hui. Dans ces conditions, les pays de la région devraient revoir leurs programmes et stratégies en matière d'utilisation de l'eau, particulièrement dans l'agriculture, et prendre des mesures concertées et intégrées afin de promouvoir un développement durable.

Du haut de cette tribune, nous tenons encore une fois à rappeler à tout un chacun les problèmes causés par la dégradation de la mer d'Aral. L'exploitation de vastes superficies pour la culture du coton et du riz, grandes consommatrices d'eau, est devenue la principale cause de cette catastrophe écologique.

La solution la plus raisonnable à la situation actuelle, qui est caractérisée par la salinisation des sols et par les pertes irrécupérables de 30 à 60 % de l'eau d'irrigation, serait d'adopter des mesures d'économie d'eau spécifiques telles que la réhabilitation des systèmes d'irrigation, la réutilisation des terres irriguées, l'introduction de technologies modernes d'irrigation et le remplacement partiel du coton et du riz par des cultures moins gourmandes en eau, ce qui permettrait également de régler le problème de la crise alimentaire.

Ce n'est qu'une approche intégrée et mutuellement avantageuse des pays de la région à l'égard de l'utilisation de l'énergie hydraulique et d'autres ressources naturelles qui pourrait permettre de résoudre les problèmes énergétique, alimentaire et environnemental interdépendants et assurer le développement durable pour l'ensemble des pays de l'Asie centrale. Ce n'est un secret pour personne que l'humanité doit déjà faire face au problème de pénurie d'eau potable, qui n'est pas accessible à plus d'un milliard de personnes sur la planète, tandis que dans certains pays le prix de l'eau potable dépasse actuellement le prix de l'essence.

Étant l'un des pays dotés des plus vastes ressources en eau douce au monde, le Tadjikistan est convaincu que la création d'un mécanisme économique d'échange de ressources hydriques et énergétiques entre les pays en amont, riches en ressources hydriques, et les pays en aval, riches en gisements d'hydrocarbures, devrait promouvoir une coopération à long terme mutuellement avantageuse entre ces États.

Ayant proposé l'idée de l'utilisation de l'eau potable du lac Sarez pour satisfaire les besoins de la population de l'ensemble de la région, nous suggérons des mesures concrètes dans ce domaine. Nous espérons que l'ONU et les autres organisations internationales, les commissions régionales et les institutions compétentes pourront offrir une assistance constructive et sans faille sur cette question, qui revêt la plus grande importance pour notre région.

Étant à l'initiative de l'Année internationale de l'eau douce en 2003 et de la Décennie internationale d'action 2005-2015 sur le thème « L'eau : source de vie », le Tadjikistan estime qu'il importe au plus haut point d'accélérer la mise en œuvre du programme de l'ONU relatif à l'eau et de la renforcer par la réalisation des objectifs de la Décennie. Le 22 mars 2010, Journée mondiale de l'eau, la Décennie de l'eau en sera à sa cinquième année. À cet égard, le Tadjikistan propose de tenir ce jour-là un dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale pour débattre de la mise en œuvre de la Décennie internationale de l'eau et des objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'eau et l'hygiène. Cette manifestation pourrait devenir un jalon dans l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la première moitié de la Décennie ainsi que l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Mon gouvernement a déjà fait une proposition pour tenir à Douchanbé en 2010 une conférence pour un examen à mi-parcours, qui entrerait dans le cadre des préparatifs du Sommet des Nations Unies sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, en 2010. J'espère que cette initiative sera bien comprise par tous les États Membres et bénéficiera de leur appui.

Tenant compte de la crise de l'eau, qui s'est vue aggravée par la croissance de la population et le changement climatique mondial, la communauté internationale devrait prendre des mesures concrètes pour assurer une utilisation équitable et intégrée des ressources en eau afin de satisfaire les besoins de la population, de l'environnement et des économies de tous les pays à travers le monde. À cette fin, la République du Tadjikistan a proposé de déclarer 2012 « Année internationale de la diplomatie de l'eau », en vue d'élaborer, au sein de l'ONU, des mesures coordonnées pour l'utilisation rationnelle des ressources hydriques sur les plans national, régional et international. Notre pays a pour intention de promouvoir cette idée à l'Assemblée générale, et espère pouvoir bénéficier de l'appui de tous les États Membres.

L'année prochaine marquera le début de la troisième phase quinquennale de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par la communauté internationale. L'année 2010 deviendra un jalon dans l'évaluation des efforts déployés pour relever les défis mondiaux, surmonter les difficultés et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Pour terminer, je souhaiterais souligner qu'étant le promoteur d'une large coopération, le Tadjikistan estime que seuls les efforts coordonnés et collectifs ainsi qu'une coopération régionale et internationale efficace pourraient servir de base à notre succès commun dans ce domaine. La compréhension et la coopération mutuelles qui ont prévalu au sein de cette Organisation depuis sa création restent la seule voie possible pour un avenir clair et radieux, et pour la paix et la prospérité universelles.

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Tadjikistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République populaire de Chine.

*M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : J'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Hu Jintao** (*parle en chinois*) : Le monde d'aujourd'hui traverse une période de grands développements, de profondes mutations et de vastes réajustements. La paix, le développement et la coopération s'affirment de plus en plus comme le courant de notre époque. La multipolarisation et la mondialisation économique s'approfondissent. Le multilatéralisme et la démocratisation des relations internationales pénètrent les cœurs. L'ouverture, la coopération et les avantages mutuels représentent désormais un large consensus de la communauté internationale, et l'interdépendance entre les États s'accentue davantage.

Dans le même temps, la crise financière internationale se poursuit, sans que la reprise de l'économie mondiale apparaisse comme certaine. Le chômage et la pauvreté dans le monde augmentent, et les déséquilibres en matière de développement continuent à s'accentuer. Des problèmes planétaires tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et des ressources ainsi que la sécurité de la santé publique se posent avec une plus grande acuité. Des menaces à la sécurité non traditionnelles comme le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la criminalité transnationale organisée et les grandes pandémies persistent encore. Des situations de crise restent longtemps sans solution, et les conflits régionaux se succèdent les uns aux autres. Les facteurs d'instabilité et d'incertitude dans la situation internationale constituent de graves défis pour la paix et le développement du monde.

Face à des perspectives et à des défis sans précédent, nous, membres de la communauté internationale, devons nous engager en faveur de la paix, du développement, de la coopération, du progrès commun et de la tolérance, et poursuivre notre effort conjoint pour édifier un monde harmonieux, placé sous le signe de la paix durable et de la prospérité pour tous, et contribuer à la noble cause de la paix et du développement de l'humanité.

Premièrement, nous devons envisager la sécurité sous un angle plus large pour préserver la paix et la stabilité mondiales. Jamais dans l'histoire de l'humanité, la sécurité des uns n'a été aussi étroitement liée à celle des autres. La sécurité n'est pas isolée ni absolue, et encore moins un jeu à somme nulle. Il n'est point de sécurité ni de stabilité nationales, sans la paix et la stabilité mondiales et régionales.

Nous devons ancrer dans notre esprit un nouveau concept de sécurité fondé sur la confiance mutuelle, l'intérêt réciproque, l'égalité et la collaboration afin de défendre notre sécurité nationale tout en nous souciant des préoccupations sécuritaires des autres et de garantir la sécurité commune de toute l'humanité. Nous devons adhérer aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et régler pacifiquement les conflits régionaux et les différends internationaux au lieu de recourir arbitrairement à la force ou à la menace de la force. Nous devons aider l'ONU à continuer de jouer un rôle essentiel en matière de sécurité internationale. Nous devons combattre fermement le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme sous toutes leurs formes et étendre la coopération internationale en matière de sécurité.

La Chine a toujours préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires pour l'avènement d'un monde sans armes nucléaires. Nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour faire avancer le processus du désarmement nucléaire, éliminer les risques de la prolifération nucléaire et favoriser l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ainsi que la coopération internationale en la matière.

Deuxièmement, nous devons aborder le développement avec une vision plus globale pour promouvoir une prospérité commune. La mondialisation croissante de l'économie fait que les pays dépendent étroitement les uns des autres pour leur développement. Sans le développement et la participation sur un pied d'égalité des pays en développement, il ne saurait y avoir de prospérité commune dans le monde ni d'ordre économique international plus juste et plus équitable. Les pays en développement sont confrontés aujourd'hui à un environnement extérieur qui se détériore en raison de la crise financière internationale. Ils se heurtent à un ralentissement de leur économie, et leurs objectifs de développement sont compromis par de graves difficultés.

Nous pensons qu'il est essentiel de promouvoir un développement partagé, en tant que principal moyen de remédier aux déséquilibres de développement dans le monde et de parvenir à un développement durable. L'ONU doit consentir davantage d'efforts dans le domaine du développement pour orienter la mondialisation économique vers l'équilibre, favoriser les bénéfices partagés et le progrès pour tous, et encourager un environnement international propice au développement des pays en développement. Les institutions financières internationales doivent consacrer en priorité leurs nouvelles ressources à ces pays pour les aider à surmonter les difficultés avec des conditions de crédit plus souples, plus pratiques et plus efficaces. La réforme du système financier international doit permettre surtout de renforcer la représentation et la voix au chapitre des pays en développement.

Nous devons prendre des mesures responsables pour remédier à la crise financière internationale, combattre vigoureusement le protectionnisme et faire aboutir rapidement les négociations du Cycle de Doha

à des résultats globaux et équilibrés. Les pays développés se doivent d'ouvrir leurs marchés aux pays en développement et de réduire ou d'éliminer les droits de douane pour ces derniers. Ils doivent honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement et d'allégement de la dette, et notamment accroître leur assistance aux pays les moins avancés en mettant l'accent sur le règlement des problèmes liés à la faim, aux soins de santé et à l'éducation.

Parvenir à l'autosuffisance est fondamental pour les pays en développement. Ces pays doivent rechercher des modèles de développement favorables à leurs efforts de développement et d'élimination de la pauvreté. Ils doivent également élargir leur coopération en matière de commerce et d'investissement, ouvrir davantage leurs marchés les uns aux autres et intensifier la coopération Sud-Sud.

Troisièmement, nous devons aborder la coopération avec un esprit plus ouvert et travailler au bénéfice de tous et au progrès commun. Les changements climatiques, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et en matière de ressources, et la sécurité sanitaire sont tous des problèmes mondiaux et aucun pays n'en est à l'abri. La seule manière pour nous de relever ces défis et de garantir l'harmonie et la paix est de mettre en place une coopération internationale plus étroite.

Les changements climatiques sont l'un des défis majeurs qui pèsent sur la survie et le développement de l'humanité. La coopération internationale constitue la clef pour y faire face. Nous devons garder la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto comme principaux vecteurs de la lutte contre les changements climatiques, respecter le principe des responsabilités communes mais différenciées, nous en tenir au mandat conféré par la Feuille de route de Bali, et travailler au succès de la Conférence de Copenhague dans le souci de l'intérêt général et pour parvenir au progrès commun.

Les questions alimentaires et énergétiques sont vitales pour la survie, le développement et la stabilité de tous les pays. Nous devons accroître les investissements dans l'agriculture, mettre au point des technologies de pointe, juguler la spéculation sur les marchés, augmenter l'aide alimentaire et intensifier la coopération agricole et alimentaire. Nous devons également renforcer une coopération mutuellement bénéfique dans le domaine de l'énergie, accélérer la recherche-développement de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, mettre en place un système en faveur de la recherche, du développement et de la diffusion de technologies énergétiques avancées et diversifier l'approvisionnement énergétique.

La propagation continue de la grippe A (H1N1) est devenue un défi planétaire de santé publique auquel est confrontée la communauté internationale tout entière. La Chine est prête à apporter, dans la mesure de ses moyens, des aides aux autres pays en développement pour prévenir et contrôler la grippe A.

Quatrièmement, nous devons être plus tolérants les uns envers les autres et vivre ensemble en harmonie. L'apprentissage réciproque et la tolérance entre les différentes civilisations sont une source inépuisable de progrès social. Tous les États, grands ou petits, puissants ou faibles, riches ou pauvres, sont égaux. Il convient de reconnaître les différences des pays du monde en termes de tradition culturelle, de système social et de valeurs; de respecter le droit de chacun de choisir librement sa voie de développement; et de faire en sorte que les différentes civilisations et les différents modèles de développement se renforcent mutuellement grâce à la concurrence et à l'émulation et parviennent au développement commun en recherchant constamment un terrain d'entente, tout en se réservant le droit de ne pas être d'accord.

Le peuple chinois célébrera bientôt le soixantième anniversaire de la création de la République populaire de Chine. Il y a 60 ans, à l'issue d'une lutte acharnée et de longue haleine, le peuple chinois s'est libéré et a gagné son indépendance pour fonder une Chine nouvelle où il est devenu maître de son destin. Aujourd'hui, la force nationale de la Chine s'est considérablement accrue et le niveau de vie de la population s'améliore.

Le développement de la Chine a énormément contribué à la paix et au développement dans le monde, et l'avenir de la Chine et celui du monde sont plus étroitement liés. Une Chine plus développée fera des contributions plus importantes au monde et lui apportera davantage de possibilités. Nous sommes engagés sur la voie d'un développement pacifique et d'une stratégie d'ouverture avantageuse pour tous. Nous développerons des relations d'amitié et de coopération avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. La Chine a

toujours été et demeurera une force positive pour la paix mondiale et le développement commun.

En tant que pays en développement responsable qui joue un rôle déterminant, la Chine a toujours fait du développement commun un élément important de sa politique étrangère. Nous avons déployé de grands efforts pour assister et aider d'autres pays en développement. Pour les assister davantage, la Chine prendra les mesures suivantes.

Premièrement, nous augmenterons l'appui aux autres pays en développement durement touchés par la crise financière, nous exécuterons fidèlement les plans d'augmentation des capitaux et de financement, nous intensifierons la coopération en matière de commerce et d'investissement et nous aiderons à accroître les capacités des pays concernés dans les domaines de la résistance aux risques et du développement durable.

Deuxièmement, nous continuerons à appliquer les mesures annoncées à la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement afin de favoriser l'accélération du développement et de concourir à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les autres pays en développement.

Troisièmement, la Chine poursuivra jusqu'à leur réalisation complète les mesures d'aide aux pays africains annoncées au Sommet de Beijing du Forum de coopération Chine-Afrique, accroîtra l'aide à l'Afrique, réduira ou annulera la dette des pays africains, développera les échanges commerciaux et l'investissement, fournira les ressources humaines et l'appui technologique aux pays africains dans les domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et la préparation préalable aux catastrophes et la réduction des effets des catastrophes, et intensifiera la formation du personnel adaptée aux besoins de l'Afrique.

Quatrièmement, la Chine continuera à participer à la coopération monétaire et financière régionale et à la promouvoir, à préserver la stabilité financière et économique et à promouvoir la coopération financière et le commerce dans la région.

Conjuguons nos efforts, partageons les possibilités de développement, surmontons les défis et menons une action inlassable en faveur de la construction d'un monde harmonieux ou règnent une paix durable et une prospérité commune.

**Le Président par intérim** (*parle en russe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République populaire de Chine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

*M. Grauls (Belgique), Vice Président, assume la présidence.*

## Allocution de S. A. S. le Prince Albert II de Monaco

**Le Président par intérim** : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du S. A. S. le Prince Albert II de Monaco.

*S. A. S. le Prince Albert II de Monaco est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. S. le Prince II de Monaco, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le Prince Albert II** : Ma participation comme celle de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement à ce débat général confirme à la fois la gravité des choix que nous devons assumer pour faire face aux enjeux que doivent affronter nos États et de la place incontournable de l'Organisation des Nations Unies pour décider de l'avenir de notre planète et de ses habitants.

Plus que jamais, l'Assemblée générale doit être le centre où s'harmonise les efforts des nations vers les fins communes définies à l'Article 1 de la Charte. Pour demeurer le centre vital, l'Organisation et son organe le plus représentatif de la communauté des nations, notre Assemblée générale, doivent mieux prendre en considération l'interdépendance qui lie nos destinées et l'opportunité qui s'offre à nos États souverains d'offrir à nos concitoyens une vision commune empreinte de valeurs morales.

La tourmente financière qui a balayé le monde il y a un an a engendré trop de souffrances et causé trop de grands ravages dans l'économie mondiale, à un moment de notre histoire où nous sommes confrontés aux défis majeurs que sont la crise climatique et la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le

développement (OMD) pour que nous n'en tirions pas les conséquences qui s'imposent.

Dans un an, nous allons nous retrouver dans cette même enceinte afin d'évaluer les progrès que nous avons accomplis dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. L'échéance de 2015, qui semblait déjà compromise à la veille de cette crise multidimensionnelle, exige que nous définissions une vision globale pour l'avenir de l'humanité. Certains pourront l'appeler solidarité, ou prise de conscience morale. En tout état de cause, il s'agit bien de définir et de mettre en œuvre les OMD qui répondent aux besoins vitaux de tous les êtres humains.

Si l'élimination de la pauvreté demeure notre priorité, il faut s'atteler à remplir nos obligations, car les plus démunis sont aussi ceux qui ont faim, ceux qui souffrent de malnutrition, qui n'ont pas accès à l'eau et qui ne bénéficient pas des services sociaux et de santé de base. Parmi ces principales victimes figurent les femmes et les enfants, dont 25 000 meurent chaque année, selon l'UNICEF.

Plusieurs centaines de milliers de personnes bénéficient aujourd'hui des actions entreprises par mon pays dans le cadre de sa coopération internationale dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi j'ai demandé à ce que soit poursuivi notre effort de consacrer 0,7 % de notre PIB d'ici à 2015 en faveur de l'aide publique au développement. Celle-ci ne doit pas être sacrifiée en raison de la situation économique et financière actuelle. Elle doit au contraire être renforcée au moment où les plus vulnérables en ont davantage besoin. Cette aide au développement doit s'accompagner d'investissements à long terme visant à renforcer les capacités des pays en développement, notamment par des transferts de technologies appropriés en vue de respecter les impératifs du développement durable.

Dans cette perspective et à la lumière de la crise alimentaire récente, il convient de rendre à l'agriculture la place qui lui vient car d'elle dépend la sécurité alimentaire. Et aujourd'hui il nous appartient de forger pour les générations futures une nouvelle destinée, un « new deal ». De donateurs nous devons devenir les partenaires d'une révolution verte en Afrique, où l'agriculture vivrière adaptée aux conditions spécifiques du continent doit faciliter l'autonomisation des populations locales.

Le rétablissement de l'agriculture au cœur de nos civilisations soulève à son tour la question cruciale de l'eau. Qu'il s'agisse de son accès pour la survie des populations, de la production agricole ou énergétique, il est impératif de garantir la sécurité liée à l'eau. Par conséquent, une gestion intégrée des ressources en eau s'impose. Nous devons être conscients des catastrophes et des conflits potentiels qu'un tel manquement causerait, et des risques liés aux mauvaises conditions d'assainissement susceptibles de favoriser l'apparition de maladies infectieuses ou de pandémies.

Les phénomènes de désertification et de sécheresse, et même d'acidification des mers et des océans, sont aggravés par les changements climatiques causés par l'homme. C'est pourquoi, un échec des négociations à Copenhague ne saurait être envisagé. Mon engagement, aux côtés de mes homologues du monde entier, hier, dans le cadre du Sommet sur les changements climatiques, convoqué par le Secrétaire général, est sans équivoque : nous devons ensemble, pays développés, pays à forte émission de dioxyde de carbone, pays en développement, parvenir à la définition d'un régime pour l'après-Kyoto qui s'inscrive résolument clans un avenir à faible émission de carbone.

Trop longtemps nous sommes restés sourds aux mises en garde des scientifiques. Voilà déjà plus de 20 ans que le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat a été créé par l'Organisation météorologique mondiale. Lors de la troisième Conférence mondiale sur le climat, à laquelle j'ai eu le grand plaisir de me rendre au début du mois de septembre, il a été décidé d'instaurer un Cadre mondial pour les services climatologiques, en vue d'aider les populations à relever ce défi de plus en plus pressant.

Ce cadre mondial, que nous soutenons sans réserve, a pour but d'optimiser la gestion des conséquences de la variabilité du changement climatique ainsi que l'adaptation à tous les niveaux, par le développement et l'incorporation des informations et des prévisions scientifiques dans les politiques et les processus de planification. La mobilisation sans précédent des opinions publiques nous contraint à l'adoption de mesures innovantes pour freiner l'évolution du réchauffement climatique, dont les graves implications peuvent prendre une ampleur catastrophique.

Le Rapport sur le commerce et le développement préconise des transformations structurelles profondes,

qui ne pourront se faire sans que nous acceptions de remettre en cause nos modes de production et de consommation. La mise en place d'une économie verte doit être le fondement de ce processus. Notre rôle de décideur politique est de faire en sorte que la technologie nécessaire, qui existe déjà, soit mise au service de la réduction des gaz à effet de serre. Le développement durable passe par une mondialisation des technologies vertes et des biens environnementaux.

Je réitère, au nom de la Principauté, notre ambition déclarée de devenir carbone neutre et notre détermination de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici à 2020 et de 60 % d'ici à 2050.

Les mois qui viennent de s'écouler ont mis à rude épreuve l'économie mondiale. Si des signes de redressement commencent à apparaître, nous devons toutefois tirer les leçons de cette sombre année. La mondialisation de l'économie et l'interdépendance qui en découle rendent indispensables la réforme du système monétaire et financier international.

Créé il y a maintenant 10 ans, le G-20 s'est réuni pour la première fois au niveau des chefs d'État et de gouvernement en novembre dernier, reconnaissant par là même l'urgence des mesures à prendre pour sauver l'économie mondiale d'une catastrophe aggravée par la panique des marchés financiers. Monaco reconnaît que ce Groupe, qui représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et près de 90 % du produit mondial brut, ait des responsabilités particulières vis-à-vis de l'ensemble de la communauté internationale.

Nous sommes confiants sur la capacité du G-20 de préparer dès demain à Pittsburgh, les fondements d'une ère nouvelle englobant notamment la règlementation financière, la rémunération des opérateurs de marchés, la gouvernance et les moyens alloués aux institutions financières internationales. De la capacité du G-20 à fédérer l'ensemble des États émergera une légitimité nécessaire à la reprise de la croissance.

Mon gouvernement s'emploie depuis plusieurs mois à remplir les obligations qu'il a souscrites, de se conformer aux normes exigées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vue d'améliorer la transparence et l'échange de renseignements bancaires et fiscaux. C'est pourquoi mon gouvernement a déjà procédé à la signature de 12 conventions bilatérales et a entrepris de conclure d'autres accords en la matière. Depuis aujourd'hui, Monaco a vu ses efforts reconnus par l'OCDE, en figurant désormais sur sa « liste blanche ».

Mais ne nous y trompons pas : la crise de confiance engendrée par la débâcle financière rend plus que jamais nécessaire que les mesures prises au sein du G-20 rassemblent, sans discrimination, l'ensemble des États Membres. Une structure de consultation permettrait d'assurer ainsi la légitimité des décisions prises.

Nous devons tous ensemble reconstruire les bases solides d'un capitalisme à visage humain, au bénéfice de la croissance et du développement social. Les circonstances nous donnent l'opportunité de créer une « économie verte », qui associe création d'emplois et transfert de nouvelles technologies, permettant une relance durable.

Le rôle de l'État et l'expression de sa souveraineté doivent sans cesse s'adapter aux nouvelles réalités pour demeurer le garant de la sécurité et du bien-être social des populations. Notre Organisation n'échappe pas à cette évolution. Depuis son origine, l'Organisation des Nations Unies œuvre au maintien de la paix et de la sécurité internationales, grâce aux opérations menées sous sa bannière. Elle joue aussi un rôle fédérateur éminent en matière de désarmement et de non-prolifération.

Les moyens matériels et humains des opérations de maintien de la paix ont atteint des seuils qui n'étaient pas envisageables il y a seulement une décennie. La nécessaire réflexion engagée tant au sein du Conseil de sécurité que du Secrétariat et auprès des États Membres est prioritaire, et nous l'appuyons.

Tout aussi prioritaire est le renforcement de l'état de droit et des institutions démocratiques, garants de la souveraineté et de la coexistence pacifique entre États. À cet égard, je tiens à réitérer le soutien de mon pays à la mise en œuvre de la responsabilité de protéger, symbole du renforcement du multilatéralisme au service des populations. La responsabilité de protéger n'affecte pas l'exercice de la souveraineté responsable, qui place l'individu au premier plan. Monaco continuera de travailler avec ses partenaires, c'est-à-dire tous et chacun de ceux qui sont dans cette salle, afin de mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de protection, d'assistance internationale et de renforcement des capacités, avec pour seul objectif de sauver des vies humaines.

La Principauté continuera également de répondre par la solidarité aux situations d'urgence humanitaire, en particulier au profit des femmes et des enfants, dont la vulnérabilité n'est malheureusement plus à démontrer dans des circonstances de crises.

En 2010, nous célébrerons l'Année internationale du rapprochement des cultures et l'Année internationale de la biodiversité. Ces thèmes symbolisent, en ce début de XXI$^{e}$ siècle, l'harmonie que nous devons rechercher à la fois entre nos peuples, dans l'acceptation de nos différences, et entre l'espèce humaine et l'ensemble des espèces vivantes présentes sur la Terre, qu'il nous appartient de protéger et de sauver de la disparition.

Je peux assurer l'Assemblée que mon pays persistera à s'engager sans relâche en faveur des processus susceptibles de construire et de renforcer les liens entre nos sociétés afin de promouvoir le dialogue et l'entente culturelle et religieuse fondée sur un respect mutuel, telles l'Union pour la Méditerranée et l'Alliance des civilisations.

Je suis convaincu que la grande expérience de l'ONU du Président et son rôle dans la création de l'Union africaine constituent des atouts majeurs pour la réussite de sa délicate mission.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier S. A. S. le Prince Albert II de Monaco de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*Le Prince Albert II de Monaco est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Alvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

*M. Alvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Uribe Vélez** (*parle en espagnol*) : Je voudrais féliciter le Président de l'Assemblée générale et remercier à nouveau l'ONU de sa présence bénéfique auprès du peuple colombien et de sa coopération avec celui-ci.

Le Gouvernement que je préside a pour objectif de renforcer la confiance que portent à la Colombie la communauté nationale et la communauté internationale. Cette quête de confiance est fondée sur trois piliers : la sécurité avec des valeurs démocratiques, la promotion des investissements et de l'entreprenariat avec une responsabilité sociale et la cohésion sociale avec des libertés.

Nous continuons de progresser dans le domaine de la sécurité, mais il nous reste des défis à relever. Je voudrais souligner des réalisations intangibles qui attestent de la valeur démocratique de notre projet sécuritaire.

Nous avons récupéré deux monopoles que nous n'aurions jamais dû perdre : le monopole des forces institutionnelles pour lutter contre la criminalité, et le monopole de la justice qui a failli être délogée par les terroristes. Nous avons démantelé le paramilitarisme, terme qui est apparu pour dénommer les bandes criminelles privées dont l'objectif était de lutter contre la guérilla du trafic de drogue. L'État est aujourd'hui la seule entité qui lutte contre tous ces criminels. Ces criminels, quels qu'ils soient – la guérilla du trafic de drogue, les bandes criminelles – ont une relation mafieuse, qui les unit ou les dresse les uns contre les autres pour se répartir ou se disputer les gains du commerce criminel de la drogue.

La justice, avec la Cour suprême assassinée en 1985 par un attentat des trafiquants de drogue et de la guérilla; la justice, martyrisée par les menaces et les assassinats dont ont fait l'objet des juges, et délogée dans de nombreuses régions par les dirigeants terroristes de la guérilla ou des groupes paramilitaires qui ont tenté de la remplacer, a recouvré toute sa validité dans tout le pays.

Les victimes ne se plaignaient pas, par peur de représailles ou parce qu'elles avaient l'impression que c'était inutile. Aujourd'hui, grâce au retour de la sécurité, nous avons répertorié 239 758 victimes, nous sommes déterminés à leur offrir une réparation, qui n'est jamais totale, mais qui mènera progressivement à la réconciliation en surmontant les velléités de vengeance et de haine.

Nous avons regagné l'indépendance de la décentralisation et de l'exercice de la politique. Le terrorisme avait déplacé 30 % de nos maires, volé et corrompu des budgets municipaux et départementaux, et exercé des pressions au sein du secteur public. Les maires ont regagné la sécurité qui leur permet d'exercer librement leurs fonctions et de gérer leurs budgets en toute transparence. La politique est maintenant exercée librement par tous les courants de pensée. Cette menace terroriste a été vaincue sans loi martiale, avec des garanties civiles et politiques complètes, et dans le respect absolu des libertés que nous défendons en même temps que la sécurité.

Nous œuvrons tant pour l'efficacité de notre force publique que pour le respect des droits de l'homme. Nous n'hésitons pas à punir ceux qui les violent, mais nous ne renonçons pas pour autant à défendre les membres de notre armée et de notre police qui ont parfois été les victimes d'une sale guerre juridique. La Colombie s'est volontairement prêtée à un examen par l'ONU de la situation des droits de l'homme sur son territoire.

Par ailleurs, malgré les souffrances causées par les mines antipersonnel semées par des groupes terroristes, l'État a détruit celles qui, dans un but de formation, étaient utilisées par la force publique. Notre pays est l'un des chefs de file de la Convention d'Ottawa qui vise à détruire ces mines antipersonnel, et il organisera la prochaine réunion des États parties à Cartagena.

Nous luttons contre le terrorisme avec la plus grande détermination et nous pratiquons la démocratie avec une grande dévotion. C'est pourquoi les portes de la Colombie sont ouvertes sans restriction à la vigilance internationale. Nous débattons et nous avons des désaccords, mais tant les observateurs impartiaux que les critiques subjectifs sont entièrement libres de s'exprimer en Colombie.

Notre intérêt n'est pas dans l'affrontement fanatique entre la gauche et la droite, qui est aussi dangereux qu'il est obsolète. Nous devons plutôt parier sur une démocratie moderne, sûre, libre, génératrice de cohésion sociale, une démocratie dotée d'institutions indépendantes et d'une confiance dérivée de la transparence qui repose sur le haut niveau de participation civique.

Nous n'avons pas pu résoudre complètement le problème des déplacements, mais nous avons multiplié par 12 le budget alloué à l'aide aux personnes déplacées. Nous encourageons la confiance entre la Force publique et les communautés pour que ceux qui luttent contre le trafic de drogue ne soient pas entravés par les déplacements que causent les trafiquants de drogue.

Nous avons démobilisé 51 783 membres de groupes terroristes dont les effectifs sont passés de presque 60 000 à moins de 8 000. Nous avons fait preuve d'une grande générosité à l'égard des démobilisés et d'une grande sévérité contre les 7 % qui ont récidivé. La loi Justice et paix, qui régit leur situation, a permis de déclarer 29 555 actes criminels, de recueillir 12 104 aveux, ainsi que la découverte de 2 043 tombes avec 2 492 corps, l'identification de 708 corps et la restitution aux familles de 581 corps. La participation des victimes et les nouvelles procédures de restitution et de restauration de leurs droits sont un élément déterminant de ce processus de démobilisation.

Le terrorisme ne saurait être ignoré au nom des bonnes relations internationales. Au contraire, le multilatéralisme et la diplomatie doivent déboucher sur des actions de coopération entre les États pour surmonter ce drame et ses corollaires tels que le trafic d'armes et de stupéfiants, le blanchiment de capitaux et d'actifs, les refuges pour les terroristes, entre autres.

Nous réaffirmons notre attachement au multilatéralisme, sous toutes ses formes légitimes, de l'organisation de pays voisins à l'organisation la plus globale. Mais nous pensons que le multilatéralisme doit faire preuve d'efficacité en triomphant de la criminalité internationale.

La Colombie a reconnu son problème interne, le narcoterrorisme. Elle a livré un combat héroïque qui sera en fin de compte couronné de succès. Elle coopère avec la communauté internationale et demande une coopération plus efficace. Nous coopérons avec le Mexique, le Guatemala, le Panama, le Costa Rica, Haïti, la République dominicaine, le Pérou, l'Afghanistan et d'autres pays. Nous reconnaissons les efforts déployés par les États-Unis pour faire progresser, avec nous, le démantèlement du narcoterrorisme. Nous demandons une plus grande coopération de la part d'un plus grand nombre de pays et de la communauté internationale. Notre objectif est de rétablir la sécurité nationale et de ne jamais participer à la course aux armements dans le cadre de ce jeu sanglant qu'est la guerre internationale. Notre

tradition est une tradition de respect pour la communauté mondiale.

Nous sommes préoccupés de constater au lieu d'un progrès vers une plus grande coopération pour assurer la sécurité, la paix et la tranquillité des citoyens de chaque pays, une accélération de la course aux armements. Certains la justifient par la nécessité de moderniser leurs équipements militaires tandis que d'autres admettent vouloir la guerre.

Les organismes multilatéraux dirigés par l'ONU doivent renforcer leur action pour que les gouvernements respectent le devoir de protéger leurs citoyens et l'obligation de ne pas attaquer la communauté internationale.

En Colombie, la seule raison derrière le terrorisme est le commerce de la drogue. Par le passé, les criminels violents niaient l'existence du trafic de stupéfiants et s'efforçaient de se donner une couverture idéologique, aujourd'hui, ils ont perdu toute décence et ne peuvent plus cacher leurs activités criminelles ni feindre d'adopter des positions idéologiques démenties par leur cruauté envers leurs victimes et ceux qu'ils ont enlevés. Ceci ne sera jamais acceptable pour notre pays dont ils ont essayé de détruire la transparence démocratique.

Nous avons une position fort différente sur la coresponsabilité et la proposition de légalisation des drogues. L'ancienne division entre pays producteurs et pays consommateurs a disparu. La Colombie a été par le passé un lieu de trafic, s'est imposée comme lieu de production et est aujourd'hui un pays consommateur. Ceux qui ont commencé en tant que consommateurs augmentent la production. Tous les peuples sont exposés aux risques de la production, du trafic et de la consommation de stupéfiants. Par conséquent, la coresponsabilité doit être mise en œuvre en conformité avec ce qu'elle veut réellement dire : une tâche qui nous incombe à tous, sans aucune exception.

Nous pensons qu'au lieu de défendre la légalisation des stupéfiants, il faut réfléchir à la nécessité de rendre la consommation illégale. Il n'y a pas de cohérence entre la sévérité face à la production et au trafic et la permissivité face à la consommation. Ceci a conduit à un microtrafic meurtrier dans les villes, à l'incitation à la consommation des adolescents et des jeunes et à la participation d'enfants à ce commerce criminel. Nous avançons dans le processus constitutionnel visant à rendre la consommation illégale en prenant bien soin de ne pas confondre le toxicomane malade avec le dealer criminel.

Notre gouvernement encourage les investissements et l'esprit d'entreprise comme moyens de lutter contre la pauvreté et instaurer la justice. La Colombie accomplit des progrès en matière de compétitivité et de confiance. Les investissements doivent avoir un rôle en matière de responsabilité sociale, pour être légitimes aux yeux du peuple dans des sociétés démocratiques. La responsabilité sociale est inséparable du capital en tant que facteur de création de richesses sociales et non de spéculation. La crise économique est une crise spéculative, ce n'est pas une crise de la créativité de la libre entreprise. Nous sommes certains que les conventions nécessaires seront conclues pour éviter les risques engendrés par les transferts spéculatifs d'argent et de titres financiers. Nous craignons l'émergence d'une nouvelle ère protectionniste et la fermeture de certaines économies développées, ce qui ferait obstacle à une reprise durable de l'économie.

La responsabilité sociale est inséparable de la lutte contre les changements climatiques. La Colombie est un producteur net d'oxygène et émet très peu de dioxyde de carbone. Néanmoins, nous sommes extrêmement vulnérables comme le montrent les tragédies hivernales des dernières années qui ont causé des pertes en vies humaines, et sur le plan de la production et entraîne des coûts d'intervention élevés. Nous appuyons l'adoption de conventions internationales plus strictes de protection de l'environnement et espérons que Copenhague débouchera sur l'adoption d'instruments juridiquement contraignants efficaces de manière à ne pas rester lettre morte, comme les autres.

Notre principale contribution à la lutte contre les changements climatiques est d'avoir préservé notre forêt tropicale de 570 000 kilomètres carrés, plus de 51 % de notre territoire, dont la majorité se trouve en Amazonie. Nous proposons comme politique concrète le programme des familles garde-forestières qui demande à plus de 90 000 familles rurales de participer à des travaux collectifs pour protéger la forêt, éviter que des drogues illicites y soient cultivés et veiller à son reboisement là où elle a été détruite. L'État paie une prime à ces familles. Le programme, contrôlé par l'ONU, a obtenu l'évaluation la plus élevée de la part de l'Organisation.

En Colombie, les familles garde-forestières protègent la forêt contre les drogues, causes de déprédations. Ailleurs dans le monde, un modèle semblable pourrait protéger d'autres forêts pour atténuer les conséquences des changements climatiques.

Une énergie propre, des systèmes de transport public et la protection des sources d'eau sont des actions fondamentales qui font partie de notre contribution à la lutte contre le réchauffement de la planète. La Colombie, avec plus d'un million de litres par jour, est le deuxième producteur latino-américain d'éthanol à base de cane à sucre et avec 1,8 million de litres par jour, elle est le premier producteur de biodiesel à base de palmier africain. Les conditions climatiques dans notre pays permettent d'augmenter ces productions sans détruire la forêt et sans réduire la sécurité alimentaire.

Nous avons encouragé la production d'autres énergies propres, telles que l'énergie solaire et éolienne, dont le développement reste faible, malgré leur fort potentiel.

Nous travaillons à la construction de neuf systèmes de transport public dans les grandes villes et nous intégrons actuellement au processus 10 autres projets de la même ampleur pour remplacer le transport individuel par le transport en commun.

Onze pour cent de notre territoire a été désigné comme zone protégée. Dans des sanctuaires naturels tels que la Sierra Nevada de Santa Marta, qui est le plus élevé au monde à proximité de la mer, nous avons pu forger un consensus avec les communautés autochtones qui, grâce à la sécurité dont elles bénéficient, à la récupération de leurs territoires et à la construction de sept des neuf villages menacés, s'acquittent à nouveau de la noble tâche consistant à sauvegarder les forêts et les sources d'eau.

Nous ne profiterons nullement de la sécurité, des investissements, de la santé, de l'éducation et de toutes les politiques de cohésion sociale, si nous n'accordons pas la même importance à l'environnement. C'est ainsi que nous le comprenons dans une nation « méga-diverse » où 14 % de la diversité de la planète se trouve concentrée et qui est le deuxième pays en nombre d'espèces végétales et animales et le premier en nombre d'amphibiens et d'oiseaux.

Nous souhaitons augmenter l'indice d'égalité des chances afin d'éradiquer la pauvreté, d'instaurer la justice et de garantir toutes les chances possibles aux nouvelles générations. Nous proposons d'inclure dans cet indice les progrès accomplis et les échecs essuyés dans le domaine des politiques environnementales. Ces chances n'auront aucun intérêt sans la protection de l'environnement. Nous devons rendre efficace la lutte contre les changements climatiques pour éviter de condamner les futurs habitants de la terre à un holocauste planétaire.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Alvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Fédération de Russie.

*M. Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Medvedev** (*parle en russe*) : Aujourd'hui, du haut de cette tribune, j'aimerais attirer votre attention sur cinq points qui, à mon avis, sont importants pour nous tous et pour nos approches communes face aux préoccupations internationales.

Il s'agit premièrement du moment auquel se tient cette réunion et de la période que traverse actuellement l'humanité. Cette session de l'Assemblée générale se tient à un moment crucial et délicat. On peut dire, sans exagérer, que nous vivons à une époque qui marque l'un des tournants les plus importants de l'histoire contemporaine. Outre la crise économique – première crise à grande échelle depuis le début de l'ère de la mondialisation –, le développement mondial dans son ensemble continue d'être menacé par des conflits régionaux et locaux, le terrorisme, la criminalité transfrontalière, les pénuries alimentaires et le

changement climatique. La plupart des pays du monde ressentent toujours les effets de cette crise. Même s'il semble que jusqu'à présent nous ayons réussi à éviter le pire, nous sommes toujours confrontés à cette question: comment éliminer les énormes déséquilibres et déficits – qui se montent à des milliards de dollars – accumulés par les économies nationales et l'économie mondiale.

Notre projet commun d'unification nous a été imposé par la vie elle-même, de même que la nécessité croissante de faire appel à l'Organisation des Nations Unies en tant que mécanisme éprouvé par le temps pour harmoniser les intérêts des divers États et peuples. Plus que jamais, nous sentons le besoin d'un leadership collectif informel et d'un rôle accru pour des lieux d'échange comme le G-8 et, plus récemment, le G-20, ainsi que d'autres forums de négociation et de médiation, et ce, d'autant plus que ceux-ci n'opèrent pas dans un cadre d'opposition, mais cherchent plutôt à promouvoir les intérêts communs de ceux qui y participent.

À la séance de ce matin, le Président des États-Unis d'Amérique a pris la parole devant cette Assemblée, et j'aimerais soutenir l'une des idées qu'il a exposées. Il a déclaré qu'aucun pays ne peut et ne devrait chercher à dominer les autres, et ceci est absolument vrai. Cependant, ces approches communes doivent être mises en application d'une manière ou d'une autre, y compris à travers le système des Nations Unies.

Une autre caractéristique propre à notre époque moderne est le rôle croissant des entités régionales, qui deviennent de plus en plus actives sur tous les continents. Cette tendance est tout à fait cohérente avec les principes de l'Organisation des Nations Unies. La Russie, de son côté – avec ses partenaires de la Communauté d' États indépendants, dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai, et avec les pays qui comme elle, font partie du BRIC, à savoir le Brésil, l'Inde et la Chine –, continuera à appuyer les mécanismes d'interaction régionale. Ces mécanismes facilitent une réponse collective aux menaces communes, tout en atténuant les conséquences de la crise pour nos peuples et en renforçant la stabilité de nos économies nationales.

Deuxièmement, je voudrais évoquer la question des problèmes existants. Permettez-moi d'insister sur ceux qui ne peuvent pas être efficacement résolus en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies ou sans sa participation. À cet égard, la première tâche est de se pencher sur le déséquilibre des mécanismes actuels de gouvernance économique mondiale, les faiblesses des règles du jeu en la matière, et le fossé qui sépare les marchés financiers et l'économie réelle. Nous devons faire des efforts conjugués pour mettre en place des modèles économiques et financiers qui nous protégeront tous contre de telles crises dans l'avenir.

Pratiquement tous les pays ont connu une baisse de la production et du niveau de vie de millions de leurs citoyens. La crise a aggravé les problèmes sociaux, a mis douloureusement à l'épreuve les jeunes au tout début de leur vie active et a causé une croissance considérable du chômage dans tous les pays. La Russie n'a pas été épargnée.

Cela a constitué un coup dur pour nos plans d'atténuation de la pauvreté. Une menace réelle d'entrave aux objectifs du Millénaire pour le développement est apparue. Nous devons tout mettre en œuvre pour éviter que cela ne se produise. L'aide des donateurs aux pays qui en ont besoin ne saurait être remise à plus tard. Les tâches définies comme prioritaires par la communauté internationale doivent absolument être accomplies. Les décisions prises lors des sommets du G-20 et de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement doivent être appliquées – et ce, dans les délais que nous avons nous-mêmes fixés.

La deuxième grande tâche dans ce contexte est d'examiner les questions relatives à la sécurité énergétique mondiale. Il y trois ans, lors du sommet du G-8, qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg en Russie, les principes d'un nouveau cadre juridique pour une coopération dans ce domaine ont été définis. L'objectif visé est l'harmonisation des intérêts de tous les intervenants dans la chaîne de l'énergie : les fournisseurs, les consommateurs et les intermédiaires ou les transitaires. Cela ne fait pas longtemps que nous avons consolidé ces principes, et nous invitons tous les États à en débattre. Nous pensons que ces discussions devraient être menées avec la participation active des institutions multilatérales spécialisées, y compris naturellement les organismes du système des Nations Unies.

La troisième tâche que la Russie considère comme potentiellement cruciale est le renforcement global de l'Organisation des Nations Unies elle-même. L'Organisation des Nations Unies doit s'adapter de

manière rationnelle aux nouvelles réalités mondiales. Elle devrait renforcer son influence tout en préservant sa nature multinationale et l'intégrité des dispositions clefs de la Charte. L'élément le plus important de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies est la réforme du Conseil de sécurité. Le temps est venu d'accélérer la recherche d'un compromis pour élargir la composition du Conseil de sécurité, et bien sûr, pour accroître son efficacité.

La troisième question que je voudrais aborder est celle du désarmement. Le processus du désarmement multilatéral sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies est une tâche extrêmement importante. Il y a des raisons d'espérer car, comme les Membres le savent, dans le cadre de la lutte contre cette longue crise, un certain nombre de tendances positives sont apparues. La Conférence du désarmement à Genève a adopté son programme de travail. Je souhaiterais également rappeler l'initiative russo-chinoise visant à élaborer un traité contre le déploiement d'armes dans l'espace, ainsi que notre présente proposition d'universaliser le Traité russo-américain sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée.

La Russie suivra sans faillir la voie de la réduction vérifiable et irréversible des armes nucléaires, élément essentiel d'un nouveau départ dans nos relations avec les États-Unis. À Moscou en juillet de cette année, le Président Obama et moi-même avons non seulement signé un document allant dans ce sens, mais également convenu d'un mandat pour poursuivre les négociations en vue d'élaborer un nouveau traité juridiquement contraignant. Ce traité devrait remplacer le Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs, qui expire en décembre.

Ce qui est particulièrement important ici est le lien qui existe entre les armements stratégiques offensifs et défensifs. Ce matin, lors de ma rencontre avec le Président Obama, nous avons discuté des ajustements annoncés récemment au projet de système de défense antimissile des États-Unis. Je tiens à déclarer devant cette assemblée des plus éminentes que nous considérons que cette décision constitue une mesure constructive qui va dans la bonne direction et qui a suscité à juste titre l'appui de nombreux membres de la communauté internationale. La Russie est prête à entamer des discussions détaillées avec la partie américaine et à prendre des initiatives pertinentes dans ce domaine afin de parvenir à un accord mutuellement acceptable.

Si l'on ne règle pas les questions telles que la défense antimissile et les armements stratégiques offensifs non nucléaires, il sera tout simplement impossible d'accomplir de véritables progrès en matière de désarmement nucléaire. Je crois que le travail sur ce nouveau traité sera pleinement conforme aux dispositions pertinentes du document commun approuvé par le Président des États-Unis et moi-même à Moscou.

Nous croyons que d'autres États dotés d'armes nucléaires devraient se joindre aux initiatives de désarmement entreprises par la Russie et les États-Unis. Ils n'ont pas à attendre que ce processus enregistre de nouveaux progrès. Nous pouvons commencer dès maintenant à élaborer des arrangements acceptables et pratiques qui prennent en considération les différences dans la taille des capacités. Nous pourrions à cet égard tirer profit de l'expérience internationale du XX$^{e}$ siècle, comme par exemple la Conférence de Washington sur l'armement naval de 1921-1922, où les participants ont convenu de la taille maximale de leurs flottes sans insister sur une parité absolue. Si nous adoptons la même démarche aujourd'hui, sur la base du statut actuel des arsenaux nucléaires, nous pourrions signaler clairement au reste du monde que les inventaires non répertoriés seront ajoutés à l'équation de la stabilité stratégique.

La poursuite du désarmement nucléaire, le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire et la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire seront au cœur même des discussions de la Conférence d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 2010. Nous espérons très sincèrement que celle-ci sera couronnée de succès.

Le sommet mondial sur la sécurité nucléaire qui doit se tenir en avril 2010 sera une bonne occasion de tenir un débat plus détaillé sur ces questions. Nous sommes favorables à cette initiative. Nous avons également convenu avec le Gouvernement des États-Unis des mesures à prendre conjointement pour continuer à réaliser des progrès sur des aspects de la sécurité nucléaire tels que la prévention du terrorisme nucléaire, l'élargissement de l'accès aux bienfaits de l'énergie nucléaire pacifique à tous les signataires qui mettent en œuvre de bonne foi le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que d'autres décisions. Nous appelons à une coopération collective sur ces questions.

Nous devons, afin de parvenir à une entente commune sur ces questions importantes, impliquer toutes les nations et toutes les organisations internationales influentes dans les processus de négociations susmentionnés. La communauté internationale, il faut le dire, dispose de mesures ayant fait leurs preuves pour renforcer la sécurité régionale et internationale telles que la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Il existe notamment un besoin très urgent d'établir au Moyen-Orient une zone exempte de tous types d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. C'est là une question ancienne qui a fait l'objet d'une résolution adoptée à la Conférence d'examen du TNP en 1995.

La Russie, en tant que membre du Quatuor des médiateurs internationaux chargés de trouver un règlement à la question du Moyen-Orient, n'a cessé d'appuyer les efforts visant à renforcer le régime de non-prolifération nucléaire dans la région. La Russie a fait des propositions spécifiques dans le cadre du processus d'examen du TNP en vue de trouver des moyens mutuellement acceptables de mettre en œuvre les décisions antérieures prises sur cette question. Tous les pays de la région doivent adopter une position active sur cette question et faire montre de leur volonté de parvenir à cet objectif.

Nous devons également accélérer les travaux en vue de la mise en place d'un mécanisme qui garantira la paix et la sécurité dans l'Asie du Nord-Est. À cet égard, la Russie a fait des propositions aux participants des pourparlers à six pays. Dans les circonstances actuelles, cette tâche est des plus urgentes.

Le quatrième thème que je voudrais aborder est celui des conflits régionaux et de la sécurité régionale. Nous avons l'intention de continuer à participer à la recherche d'options permettant effectivement de régler les conflits régionaux. Nous sommes convaincus que le recours à la force ne fait qu'exacerber ces situations, comme l'a montré la tentative imprudente faite par les autorités géorgiennes l'année dernière de régler les problèmes existant dans ses relations avec l'Ossétie du Sud par des moyens militaires.

À ce moment-là, en août 2008, nous nous sommes trouvés dans une situation où un conflit armé local était potentiellement sur le point de se transformer en une véritable guerre. Je suis certain que toutes les personnes présentes dans cette salle aujourd'hui le comprennent bien. Pour que cela ne se reproduise plus jamais, nous avons besoin de mécanismes clairement définis et efficaces pour mettre en œuvre le principe d'indivisibilité de la sécurité. En l'absence d'un tel mécanisme, nous ne pourrons pas passer outre à l'héritage du passé ou triompher des préjugés existants. Je tiens à souligner que les régimes irresponsables ne devraient avoir aucune occasion, quelle qu'elle soit, de fomenter des différends entre d'autres pays.

Le rôle et la place qui reviennent aux nations modernes en matière de sécurité mondiale constituent un thème d'une très grande pertinence aujourd'hui. Nous avons assisté à maintes reprises à des situations où des problèmes nés à l'intérieur des frontières d'un État ont pris une dimension régionale, voire mondiale. L'incompétence et, très souvent, l'inefficacité des institutions gouvernementales nationales peuvent avoir des conséquences dangereuses pour nombre de pays. La prévention d'un tel résultat est évidemment une question très complexe et très sensible, mais c'est une question que nous devons examiner ensemble.

Ces questions ont fait l'objet de débats lors d'une conférence tenue récemment en Russie. Le résultat a été assez clair. Ce dont nous avons besoin à l'avenir, c'est d'une politique étrangère intelligente. La crise mondiale actuelle n'est pas seulement une crise économique; c'est également une crise des idées. C'est l'accumulation d'une masse critique de politiques et de modèles de développement dépassés.

Ayant pris l'initiative de signer un nouveau traité sur la sécurité en Europe, la Russie a proposé d'adopter un nouvelle démarche vis-à-vis de ce problème et, surtout de renoncer à des politiques dépassées. Nous espérons tous que la guerre froide appartient désormais au passé, mais le monde n'en est pas devenu plus sûr. Nous avons besoin aujourd'hui de solutions modernes et de cadres juridiques clairement définis afin de mettre en œuvre les engagements politiques existants. Nous n'avons pas besoin de déclarations, d'appels ou de démagogues, mais de cadres juridiques clairement définis, notamment pour consacrer le principe de droit international selon lequel l'on ne doit pas chercher à assurer sa propre sécurité aux dépens de la sécurité d'autrui.

Notre initiative concerne l'espace euro-atlantique. Toutefois, sa disposition principale relative à l'indivisibilité de la sécurité est un principe universel, qui est applicable à toutes les régions du monde et correspond pleinement à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies. Le principe de

l'indivisibilité de la sécurité devrait faire partie intégrante du droit international actuel.

Les valeurs sont le dernier point que je souhaite aborder à cette tribune. Le renforcement de la confiance et de la stabilité dans les relations internationales devrait être basé sur la protection des droits et des intérêts de l'homme et la mise en œuvre universelle des normes et principes reconnus par tous dans ce domaine. Nous sommes tous unis par des valeurs ancrées dans l'éthique, la religion, les coutumes et les traditions. Je fais ici référence à des concepts fondamentaux tels que le droit à la vie, la tolérance des divergences de vues, les responsabilités envers sa famille, la charité et la compassion, qui sont la base de la vie quotidienne et des relations interétatiques.

Malheureusement, dans les faits, le monde connaît une montée du nationalisme et de nombreuses manifestations d'intolérance et de haine religieuses. C'est pourquoi nous considérons que la mise en place, sous l'égide du Directeur général de l'UNESCO, d'un groupe de haut niveau sur le dialogue interreligieux est extrêmement utile. Cette initiative est d'autant plus pertinente à la veille de 2010, que l'Organisation des Nations Unies a déclaré Année internationale du rapprochement des cultures.

Pour terminer, je ne peux omettre de mentionner, du haut de cette tribune, un autre sujet auquel tous les citoyens de notre pays et tous les peuples du monde sont très attachés. L'an prochain, nous allons en effet célébrer le 65e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Russie a présenté une proposition visant à l'adoption d'une résolution pertinente de l'Assemblée générale et à la tenue, en mai de l'année prochaine, d'une session extraordinaire en souvenir de toutes les victimes de cette guerre. Nous ne pouvons tolérer que les enseignements terribles de cette guerre tombent dans l'oubli.

Cependant, de temps à autre, des organisations néo-fascistes s'affichent ouvertement. Des crimes motivés par des considérations raciales, nationales ou ethniques sont commis à l'heure actuelle. On tente de disculper le nazisme, de nier l'holocauste et de remettre en cause les arrêts du tribunal de Nuremberg. Je suis convaincu qu'une résistance forte et commune aux manifestations du néo nazisme et aux tentatives pour réviser les conclusions de la Seconde Guerre mondiale inscrites dans la Charte des Nations Unies devrait demeurer une mission prioritaire de l'Organisation.

La création de l'Organisation des Nations Unies a été l'une des réalisations principales de la communauté internationale au XXe siècle. Cette Organisation et ses activités bénéfiques sont devenues un symbole du XXe siècle et il n'existe tout simplement aucune alternative. Nous n'avons pas le droit d'oublier que l'ONU bénéficie d'une légitimité internationale exceptionnelle et nous devons tous préserver et renforcer cette richesse partagée par tous les peuples du monde.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Fédération de Russie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Dmitry Medvedev, Président de la Fédération de Russie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République sud-africaine.

*M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Zuma** (*parle en anglais*) : Cette année marque le 20e anniversaire de l'adoption, en 1989, de la résolution 44/27 A sur la solidarité internationale avec la lutte de libération en Afrique du Sud. C'est l'une des nombreuses résolutions de l'Assemblée par lesquelles les nations du monde ont exprimé leur appui à l'élimination de l'apartheid.

Quelques mois après l'adoption de cette résolution importante, les mouvements de libération sud-africains n'étaient plus interdits; Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques étaient libérés. Les conditions étaient ainsi réunies pour la tenue des négociations qui déboucheraient finalement sur

l'instauration de la liberté et de la démocratie dans notre pays.

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans cette lutte pour mettre fin à l'apartheid est un formidable exemple de la volonté politique collective de la communauté internationale. Cela représentait la victoire de l'unité sur la division et de la négociation sur l'affrontement. Cela représentait un engagement clair en faveur de la promotion des droits fondamentaux de l'homme. Les Sud-Africains seront à jamais reconnaissants de cette solidarité internationale.

Depuis l'avènement de la démocratie en 1994, nous avons bâti une démocratie solide, stable et fondée sur les principes de l'unité, du non sexisme, de l'antiracisme et de la démocratie. Alors que nous continuons de construire notre jeune nation, nous sommes conscients qu'un contexte international propice est indispensable. C'est pourquoi nous sommes déterminés à tenir notre rôle, au sein de la communauté internationale, pour faire avancer la lutte contre la pauvreté et faire face aux crises actuelles dans le monde. Nous devons agir maintenant, ensemble, pour que cesse la détérioration de l'environnement. Nous devons agir dès à présent, ensemble, pour empêcher que la crise économique mondiale ne détruise les gains que nous avons réussi à acquérir au cours des décennies passées.

L'éradication de la pauvreté doit rester au centre des travaux de l'ONU. L'Organisation doit continuer à redoubler d'efforts pour que le monde entier s'unisse afin d'œuvrer à l'allègement des souffrances des plus pauvres et des plus marginalisés. L'effondrement économique mondial a porté un rude coup aux efforts mondiaux visant à éliminer la pauvreté. Mais il ne devrait pas amoindrir notre détermination.

L'ONU doit jouer un rôle de premier plan dans la recherche de solutions à la crise économique mondiale. Cette crise ne devrait pas être une excuse pour retarder davantage toute action en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Au contraire, elle devrait nous inciter à redoubler d'efforts pour réaliser des progrès plus importants et plus rapides. Les pays en développement ne sont pas à l'origine de la crise économique, mais ils ont été durement touchés par celle-ci. La crise a remis en lumière la nécessité urgente de procéder à une réforme fondamentale des institutions de Bretton Woods, y compris pour ce qui est de leur mandat, de leur champ d'action, de leur gouvernance et de leur réceptivité.

Ces institutions n'ont pas été assez représentatives depuis leur création, il y a plus d'un demi-siècle. Les arrangements actuels sont inadaptés et injustes. Ils ne reflètent pas les changements qui ont eu lieu dans l'économie mondiale. Nous devrions veiller à ce que l'élection des dirigeants de ces institutions soit plus démocratique et ouvre des possibilités aux pays en développement. Les pays en développement et émergents, y compris les plus pauvres, doivent jouer un plus grand rôle dans ces institutions et y participer davantage. De même, si nous voulons éradiquer la pauvreté, il est urgent de mener à leur terme les négociations commerciales du cycle de Doha en donnant la priorité au développement.

Nous continuons d'œuvrer au renouveau africain, et nous nous félicitons de l'appui sans réserve du système des Nations Unies pour relever les défis auxquels fait face notre continent. Maintenant plus que jamais, il est nécessaire pour l'ONU de veiller à ce que la communauté internationale honore collectivement les engagements pris envers l'Afrique. Nous avons un plan de développement socioéconomique viable, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, qui devrait servir à mobiliser des ressources pour l'Afrique. Nous sommes conscients qu'il ne saurait y avoir de paix durable sans développement, ni de développement sans sécurité.

Au cours des 20 dernières années, l'Afrique a accompli d'énormes progrès dans ses efforts pour mettre fin aux conflits et pour promouvoir des pratiques et des institutions démocratiques. Cependant, il subsiste encore des îlots de conflit. Pour sa part, l'Afrique du Sud s'est engagée dans la médiation, la prévention des conflits et le maintien de la paix sur le continent, notamment au Burundi, au Zimbabwe et en République démocratique du Congo.

L'Union africaine a la volonté politique de régler les conflits sur le continent. Toutefois, elle manque des ressources nécessaires pour mener des interventions de maintien de la paix efficaces et gérer des mécanismes de prévention des conflits. Nous lançons un appel pour qu'un appui soit apporté aux efforts de maintien de la paix en Afrique et pour qu'une plus grande coopération soit instaurée entre l'ONU et l'Union africaine. À cet égard, nous appelons l'Assemblée générale à s'aligner sur les résolutions de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe qui ne reconnaissent pas les Gouvernements arrivés au pouvoir par la force ou par d'autres moyens anticonstitutionnels.

La quête de la paix, la stabilité et la sécurité mondiales ne saurait être séparée de la recherche de la justice, de l'autodétermination, des droits de l'homme et du développement économique. Nous devons sans cesse réaffirmer les droits de l'homme inaliénables de tous. Nous appelons à la mise en œuvre totale et effective des documents issus de la Conférence mondiale contre le racisme et de la Conférence d'examen de Durban. Il est préoccupant de constater qu'au moment où s'achève la première décennie du XXI$^{e}$ siècle, il existe encore des nations dont les territoires sont occupés et les peuples opprimés.

Nous sommes convaincus que des mesures urgentes et concrètes sont requises pour régler la situation au Sahara occidental.

Nous devons travailler avec autant d'empressement pour instaurer, par la voie de négociations, une coexistence pacifique entre les Israéliens et les Palestiniens avec, comme principe de base, la création d'un État palestinien viable, aux côtés d'Israël, à l'intérieur des frontières de 1967, sûres et internationalement reconnues.

Nous demandons également la levée de l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba.

Nous prenons note aussi avec satisfaction des récentes déclarations de certains États dotés de l'arme nucléaire qui ont annoncé leur intention de réduire leur arsenal nucléaire.

Saisissons le nouvel élan et l'occasion offerte par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération (TNP) des armes nucléaires en 2010 pour nous engager à nouveau en faveur de l'exécution totale des obligations souscrites en vertu du TNP. Nous devrions assurer un équilibre entre les objectifs de désarmement, la non-prolifération et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Pour l'Afrique, l'impact des changements climatiques est dévastateur et il va compromettre sérieusement les efforts de développement et d'élimination de la pauvreté. Nous devons agir maintenant pour faire en sorte qu'il y ait un accord mondial juste, efficace et n'excluant personne sur ce défi critique. Cet accord doit reconnaître que régler le problème du climat ne peut être s éparé de la lutte pour éliminer la pauvreté. Les pays développés ont la plus grande part de responsabilité dans les changements climatiques et leurs effets. Nous devons donc trouver un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation. Notre objectif devrait être de réduire considérablement les émissions sur l'ensemble du globe sans limiter le développement dans les pays du Sud.

*M$^{me}$ McClean (Barbade), Vice-Présidente, assume la présidence.*

Les pays développés doivent prendre des engagements ambitieux, quantifiés, juridiquement contraignants et conformes aux conclusions scientifiques pour réduire leurs émissions et assumer ainsi leurs responsabilités historiques. À Copenhague, nous devons nous entendre sur des sources de financement nouvelles, supplémentaires, durables et prévisibles pour les mesures d'adaptation. Ces financements devraient être consacrés à des programmes visant à réduire la vulnérabilité des pays en développement face aux effets des changements climatiques.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, les problèmes internationaux ne peuvent être véritablement réglés que grâce à la coopération multilatérale. L'ONU doit continuer d'être au centre du multilatéralisme, mais elle doit être réformée afin de pouvoir s'acquitter de son mandat de manière efficace et transparente.

Nous restons attachés à l'idée qu'aucune réforme de l'ONU ne sera complète sans la réforme fondamentale du Conseil de sécurité. Ce dernier doit être représentatif de la communauté internationale et refléter les réalités géopolitiques d'aujourd'hui. Tant que le Conseil de sécurité ne sera pas réformé et que l'Afrique n'y sera pas représentée de manière permanente, la légitimité des décisions du Conseil continuera d'être remise en question. L'Afrique du Sud continue de prôner l'augmentation du nombre des membres tant permanents que non permanents du Conseil.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance au monde pour le lancement de la première Journée Nelson Mandela, le 18 juillet de cette année. Une multitude de personnes ont consacré au moins 67 minutes de leur temps à des activités bénévoles au service de l'humanité, en l'honneur de notre icône, le Président Mandela. Le Mouvement des pays non alignés s'est joint à l'appel lancé à l'Assemblée générale pour qu'elle proclame le 18 juillet Journée Nelson Mandela, et ce, en reconnaissance de la contribution du Président Mandela à la lutte pour la démocratie et à la cause de l'humanité, et pour

promouvoir les travaux d'intérêt général partout dans le monde. À cet égard, nous espérons que l'Assemblée générale adoptera par consensus une résolution à l'appui de la Journée Nelson Mandela.

L'Afrique du Sud a le privilège d'accueillir la Coupe du monde 2010 de la Fédération internationale de football association au milieu de l'année prochaine et ce sera la première fois que cette compétition aura lieu sur le sol africain. Nous nous réjouissons d'accueillir les peuples du monde, qui feront l'expérience de l'hospitalité et de l'enthousiasme sans pareils de l'Afrique.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Président sortant de l'Assemblée générale de la manière avec laquelle il a dirigé la soixante-troisième session de l'Assemblée. Je remercie l'Assemblée générale et les représentants de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole devant cette auguste assemblée. En travaillant de concert comme une famille mondiale, nous pouvons faire plus pour édifier un monde meilleur et juste.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République sud-africaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Václav Klaus, Président de la République tchèque

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République tchèque.

*M. Václav Klaus, Président de la République tchèque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Václav Klaus, Président de la République tchèque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Klaus** (*parle en anglais*) : Mon pays, la République tchèque, a toujours apprécié à sa juste valeur le rôle que l'ONU a joué dans le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité dans le monde. Je tiens à assurer les Membres que nous continuerons de prendre part aux activités de l'ONU. Nous sommes fermement convaincus de l'importance de cette Organisation et nous voulons qu'elle soit efficace. C'est pourquoi nous appuyons la réforme du Conseil de sécurité, afin que celui-ci reflète davantage les réalités politiques et économiques du monde d'aujourd'hui, comme d'autres orateurs l'ont déjà souligné ici aujourd'hui. Des changements s'imposent et nous sommes prêts à commencer à en débattre très sérieusement.

Cette année, dans notre région du monde, nous commémorons la chute du communisme il y a 20 ans, moment où mon pays, ainsi que d'autres États de l'Europe centrale et orientale, a recouvré la liberté et la souveraineté et a pu, de nouveau, reprendre la place qu'il occupait au sein de la communauté des pays libres et démocratiques lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée en 1945.

Au cours des 20 années qui se sont écoulées depuis ces événements historiques, nous avons réussi à créer une démocratie politique stable et à transformer notre système économique en une économie de marché libre qui fonctionne. Je mentionne cela parce que je suis convaincu que notre expérience est pertinente pour les discussions en cours sur la façon de résoudre les problèmes économiques auxquels est confronté le monde aujourd'hui.

Nous sommes réunis à un moment où le monde est plongé dans l'une des crises économiques les plus profondes depuis la Seconde Guerre mondiale. La crise financière, qui est née aux États-Unis il y a deux ans, s'est propagée rapidement dans la plupart des autres pays du monde et a conduit à un déclin sévère de l'activité économique partout dans le monde, à une diminution substantielle du commerce international et des flux de capitaux ainsi qu'à une instabilité sociale et économique accrues dans un grand nombre de pays sur tous les continents.

L'ONU – en tant qu'organisation mondiale sans pareille – et ses institutions spécialisées sont devenues une importante tribune mondiale pour débattre des mesures et des politiques alternatives susceptibles, il faut l'espérer, d'aider à surmonter la crise et à réduire ses effets. Les mesures mises en œuvre jusqu'à présent ont contribué au fait que le monde a réussi à éviter une reproduction de la situation des années 30. Nous avons également pu éviter une nouvelle réaction massive de protectionnisme face à la crise. Le protectionnisme

sous toutes ses formes devrait être résolument condamné ici aujourd'hui.

Nous voyons les premiers signes que la crise économique a atteint son apogée, ou du moins qu'elle s'en est approchée. Néanmoins, nous nous trouvons au début d'une période d'après crise difficile et très compliquée. De nombreuses raisons expliquent la fragilité et la vulnérabilité de cette phase mais je n'en mentionnerai que quelques-unes.

Premièrement, les tentatives pour accroître la demande globale ont entrainé une augmentation sans précédent des dépenses publiques et de la dette publique. En conséquence, un grand nombre d'États Membres de l'ONU sont tombés dans le piège de la dette ou sont tout près de le faire. Ces énormes déficits budgétaires nuiront à la croissance économique future. Deuxièmement, les flux internationaux de capitaux privés qui ont si considérablement contribué à une rapide croissance économique ces dernières décennies, sont en train de diminuer et de devenir moins fiables. Troisièmement, une diminution des échanges internationaux entravera la poursuite des stratégies centrées sur les exportations de nombreux marchés émergents.

Ce serait une erreur tragique que de fondamentalement amoindrir la liberté économique en faveur de plus de régulation étatique ou supra-étatique actuellement. Notre expérience de longue date nous montre que c'est grâce aux marchés libres et à la liberté d'entreprise que nous jouissons des progrès économiques et du bien-être matériel que nous connaissons aujourd'hui. Des cycles commerciaux accompagnés de périodes de ralentissement, de récessions et de crises économiques ont existé, existent encore et continueront d'exister à l'avenir. Mais malgré cela, le monde – du moins au cours des deux derniers siècles – s'est principalement caractérisé par la croissance économique et par plus de prospérité.

Alors que nous essayons de trouver une réaction appropriée aux problèmes liés à la crise actuelle, nous devrions nous appuyer sur l'idée que la crise a été essentiellement un échec des gouvernements et non pas des marchés. La manipulation des politiques monétaires pour tenter de prolonger artificiellement la période de croissance, le subventionnement irrationnel de la demande dans le secteur de l'immobilier et les échecs de la régulation des marchés financiers ont contribué de manière substantielle à la crise. Il ne faut pas s'illusionner et croire que l'on peut prévenir les cycles économiques et leurs conséquences par une plus grande régulation gouvernementale ou en visant une gouvernance mondiale de l'économie mondiale.

Cette question a également d'importants aspects territoriaux et géographiques. Nous devons prendre en considération les besoins et les intérêts de tous les pays – riches ou pauvres, développés ou en développement. Le développement économique mondial tirera profit de la levée des obstacles, et non de la création de nouveaux obstacles, car plus d'obstacles ne feraient que compliquer encore plus l'accès des pays pauvres aux marchés extérieurs ainsi que leur aptitude à se développer par leurs propres moyens.

La récession économique et de fortes augmentations de la dette publique ont réduit les possibilités dont dispose le monde d'aujourd'hui pour atteindre des objectifs tels que la lutte contre les changements climatiques. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails de cette question ici et maintenant, mais nous devrions la suivre attentivement parce que le débat scientifique est toujours en cours et prêter attention aux coûts et aux avantages de nos futures décisions.

Je tiens, cependant, à insister sur le fait que les mesures proposées pour lutter contre les changements climatiques constituent un autre fardeau lourd à porter aussi bien pour les pays développés, qui sont en train de s'enfoncer dans de profonds déficits budgétaires, que pour les pays en développement. Ceci intervient dans un contexte où les pays riches, qui essayent souvent de donner la priorité à cette question dans les réunions internationales, sont en train de perdre leur capacité de dédommagement des pays pauvres confrontés aux conséquences de ces coûts supplémentaires.

La République tchèque en tant qu'État successeur de la Tchécoslovaquie, qui a été l'un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, a toujours activement pris part à toutes sortes d'activités de l'ONU et entend continuer à le faire dans l'avenir. Il est dans notre intérêt que l'ONU demeure une instance de haut niveau respectée qui contribue à la prospérité, à la stabilité et au règlement pacifique des conflits du monde d'aujourd'hui.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République tchèque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Václav Klaus, Président de la République tchèque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Carlos Mauricio Funes Cartagena, Président de la République d'El Salvador**

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'El Salvador.

*M. Carlos Mauricio Funes Cartagena, Président de la République d'El Salvador, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Carlos Mauricio Funes Cartagena, Président de la République d'El Salvador, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Funes Cartagena** (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord, à remercier M. Miguel d'Escoto Brockmamn, de la République sœur du Nicaragua, pour le travail qu'il a accompli durant sa présidence de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je voudrais aussi adresser nos félicitations à Ali Treki pour son élection au poste de Président de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, et lui souhaiter plein succès dans ses fonctions. Je voudrais également remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon pour sa direction efficace de l'ONU.

Il y a un peu plus de trois mois, en changeant de gouvernement, après deux décennies sous la direction d'un même parti politique, El Salvador a entamé un processus d'expansion et de renforcement de sa démocratie. Le nouveau Gouvernement s'est fixé des objectifs peu nombreux mais importants pour entamer un processus de changement qui sorte le pays de sa crise économique et de son retard social et culturel, tout en jetant les bases d'un développement complet de ses capacités de production, y compris l'intégration sociale et la juste distribution de ses revenus, et lui permette de parvenir à la paix et la sécurité, ce qui est notre plus grand défi. Nous avons défini les lignes générales de mon administration en trois mots : unir, croitre et inclure.

En premier lieu, le Gouvernement que je préside n'est pas issu d'un seul parti politique, encore moins d'une seule faction. C'est un gouvernement d'unité nationale orienté vers deux objectifs principaux. Le premier est de mettre fin aux affrontements, à la haine et aux divisions qui ont retiré une grande part de son énergie à notre société et alimenté une guerre civile sanglante qui a laissé de douloureuses séquelles. Le deuxième est de créer les bases de la coexistence dans la paix et la sécurité.

Cela signifie que les grandes décisions nationales ne sont plus prises en secret ou dans le dos de la grande majorité du peuple. Chaque mesure, chaque action est débattue et décidée à la table du dialogue national autour de laquelle sont assis les représentants des secteurs de la production et du travail, des mouvements sociaux, des organisations non gouvernementales, des partis politiques, des Églises et des universités. Il est faux de dire que les exigences de l'administration obligent à restreindre le dialogue, en tant qu'instrument de base du processus de prise de décisions.

En 100 jours à peine, nous avons mis en place le Conseil économique et social, qui est chargé d'étudier et de proposer les politiques économiques et sociales qui nous permettront de juguler la crise que nous subissons. En 100 jours à peine, nous avons lancé un programme ambitieux de logements sociaux sans précédent dans l'histoire d'El Salvador. Ce programme, qui est le résultat du travail conjoint du Gouvernement et du secteur privé, va créer 100 000 emplois. Les travaux de construction des premiers projets ont déjà débuté.

Ce programme et d'autres projets dans le domaine des infrastructures sociales et de production, la promotion d'emplois temporaires pour les jeunes à risque et l'amélioration des conditions de logement et de vie dans les zones les plus pauvres, font partie du plan général de lutte contre la crise, que j'ai promis pendant ma campagne, et que nous mettons en œuvre au prix d'énormes efforts.

En moins de 100 jours également, nous avons réussi à étendre le filet de protection sociale, et les mesures d'assistance aux familles pauvres dans 100 communes rurales. À mon retour au pays, nous lancerons le premier réseau de services sociaux et d'emploi dans les communautés urbaines en situation d'extrême pauvreté. Nous répondons rapidement aux besoins urgents des groupes les plus exclus, les plus appauvris et les plus délaissés de notre société. Je tiens à rappeler que tout ceci se fait grâce à un dialogue

honnête et étendu qui inclut l'ensemble des membres de la société salvadorienne.

Nous avons répondu avec assurance aux préoccupations suscitées par les changements successifs de pouvoir. On pensait qu'un changement de gouvernement provoquerait instabilité et incertitude mais c'est tout le contraire qui s'est produit. Nous avons donné des garanties juridiques et des preuves évidentes que le nouveau Gouvernement est sérieux, responsable dans la gestion des finances, et fiable dans les affaires intérieures et étrangères, y compris pour les organisations multilatérales et les pays amis qui fournissent une assistance à El Salvador.

À cet égard, je voudrais remercier tous ces pays de leur aide. Leur générosité nous encourage encore plus à suivre le chemin de la responsabilité, de l'austérité et de la lutte contre la corruption dans la société et au sein de l'État.

Mon pays a des plaies béantes qui ont un impact sur notre vie quotidienne, personnelle, familiale, sociale et culturelle. Ce sont l'insécurité publique et l'émigration, près de 3 millions de nos compatriotes étant partis à l'étranger, en quête de travail et des perspectives qu'ils n'ont pas pu trouver chez nous.

Je parlerai brièvement de l'insécurité.

Comme on le sait, ce n'est pas un phénomène propre aux Salvadoriens. C'est un problème mondial, même s'il est certainement plus grave dans notre région. Le crime organisé, le trafic de drogue et les activités des gangs de jeunes violents se sont développés au cours de la dernière décennie pour devenir la plus grande menace à la stabilité de nos pays. Les politiques appliquées au niveau régional et à l'intérieur de chaque pays n'ont pas seulement été insuffisantes; elles n'ont été qu'une succession d'échecs. Cela veut dire que nous devons accroître nos efforts communs et utiliser tous les moyens et les renseignements dont nous disposons pour faire face à ce fléau. Nous avons affaire à un phénomène structurel qui empêche le fonctionnement normal de nos sociétés.

À ce propos, je suis totalement convaincu qu'il faut des politiques fermes et permanentes, résolues et intelligentes à l'intérieur de nos pays. Toutefois, nous ne vaincrons totalement la criminalité que si nous nous unissons pour ne former qu'une seule entité, véritablement déterminée à combattre le crime organisé, qui est un élément destructeur qui mine les institutions et qui paralyse les énergies créatives et productives de nos peuples.

J'ai dit à mes concitoyens, et je tiens à le répéter ici, que mon gouvernement peut faire et fera tout ce qui est autorisé par la loi pour combattre la criminalité avec détermination et courage. Toutefois, cette tâche n'incombe pas seulement au Président et au Gouvernement, mais aussi à la société tout entière. J'ai donc demandé à tous les groupes et à toutes les personnes de bonne volonté de participer le plus largement possible à ce que j'appellerais « le bon combat », dont parle l'apôtre Paul dans sa première épître à Timothée – un bon combat contre l'insécurité, la peur et le désespoir. Tel est le grand défi qui nous rassemble, ne nous trompons pas.

J'aimerais proposer la tenue d'une conférence internationale pour se pencher sur ces problèmes, afin d'étudier les meilleures pratiques à suivre pour mener ensemble ce combat. Nous aurions besoin à cette fin de l'appui logistique et financier à la fois de l'Organisation des États américains et de l'Organisation des Nations Unies.

L'autre plaie dont j'ai parlé, c'est l'immigration constante depuis plusieurs années de Salvadoriens et de Salvadoriennes, tous dans le groupe d'âge productif, dans leur majorité qualifiés et à la recherche de l'emploi, de la sécurité et du bien-être qu'on ne leur offre pas dans leur propre pays. Trois millions de Salvadoriens se trouvent à l'étranger et les fonds qu'ils envoient à leur famille représentent à peu près 18 % de notre produit national brut. Cette séparation des familles est difficile à supporter. C'est aussi un rappel constant du fait que nous n'avons pas pu mettre en place les conditions nécessaires pour garder nos enfants chez nous, et aussi que nous ne pourrons jamais réaliser notre potentiel en tant qu'individus ou en tant que société si nous n'arrivons pas à panser cette terrible plaie.

J'ai personnellement défendu la démocratisation complète de notre pays, ce qui veut dire que les émigrés devront avoir accès au vote qui leur a été refusé jusqu'à ce jour. Le déni injustifiable de ce droit s'ajoute à la douleur de l'éloignement et de la perte des droits de l'homme qu'ils subissent pendant la période d'émigration.

J'ai demandé aux partis politiques, aux intellectuels, aux universitaires et aux magistrats d'établir les grandes lignes d'un accord politique national qui lance les réformes nécessaires pour

développer et renforcer la démocratie, accroître la transparence des activités des partis politiques et améliorer l'administration de la justice électorale nationale et – c'est là un point essentiel de ma demande – garantir le droit de vote de nos frères et sœurs à l'étranger.

Nous sommes en outre préoccupés non seulement par l'instabilité de la situation des migrants qui n'ont pas de statut juridique, et vivent constamment dans l'incertitude et la peur d'être expulsés, mais également par la situation difficile dans laquelle ils sont actuellement du fait de la crise financière et économique mondiale. C'est la raison pour laquelle une politique d'intégration et de défense des droits de nos migrants et de leurs familles est pour nous une priorité. Nous allons prendre des mesures dans et avec les pays de transit et d'accueil des migrants pour tenter de faire respecter leurs droits partout dans le monde, en particulier les droits de nos frères salvadoriens. Nous allons mettre l'accent sur une approche intégrale et à long terme de la migration, tenant compte de la totalité de ses causes, ses manifestations et ses effets. C'est dans cette optique que nous suivrons le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, et nous promettons d'être présents au troisième Forum mondial sur la migration et le développement, qui doit avoir lieu à Athènes.

Mon gouvernement élabore une politique extérieure destinée à renforcer et à élargir les relations d'amitié et de coopération avec tous les pays du monde, au niveau tant bilatéral que multilatéral, sur la base de la solidarité et du respect mutuel, de l'observation des principes de coexistence pacifique, comme la souveraineté, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires internes, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, le règlement pacifique des différends, le respect du droit à l'autodétermination, le respect du droit international et des engagements internationaux, conformément aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

La politique étrangère d'El Salvador n'est pas entachée par des prises de positions idéologiques ou partisanes. Fondée sur la bonne foi, elle est guidée non seulement par les intérêts et les objectifs prioritaires nationaux, mais elle tient également compte des objectifs et des intérêts communs de la communauté internationale, en particulier la quête et la promotion de la paix, le dialogue politique, la coopération solidaire, la sécurité et le développement durable. Un exemple en est donné par la reprise des relations diplomatiques entre El Salvador et Cuba, qui a comblé une brèche historique dans les relations hémisphériques de notre pays. Je voudrais également souligner un autre objectif majeur de mon gouvernement, qui est le renforcement des liens qui nous unissent aux pays frères de l'Amérique centrale.

À cet égard, je suis convaincu qu'il n'y a d'issue ni d'avenir pour aucun de nos pays si nous nous isolons les uns des autres et nous tournons le dos. Nous avons laissé derrière nous il y a longtemps l'époque des nationalités, et nous entamons une étape nouvelle qui est celle d'une plus grande intégration. En ce sens, l'Union européenne est probablement l'exemple le plus abouti.

J'appelle tous mes collègues d'Amérique centrale à réfléchir à ce sujet. Il nous reste à aborder de nombreuses questions en suspens. Nous avons des défis communs à relever épaule contre épaule. Nous avons tout à gagner et rien à perdre dans la pleine intégration de notre région. En ces années de bicentenaire, nous devons retrouver l'esprit libertaire et indépendantiste de nos ancêtres, qui se fondait sur le concept d'une union centraméricaine comme condition du développement, du bien-être et de la paix pour nos peuples. Un premier pas serait de convoquer un sommet qui serait axé sur un processus d'intégration équilibré et l'analyse d'un transfert de compétences plus important afin de renforcer le mécanisme de la supranationalité de façon qu'il serve efficacement les objectifs et les principes établis dans le Protocole de Tegucigalpa, et qu'il assure sa crédibilité et sa viabilité.

Entre autres objectifs se trouve évidemment la nécessité de renforcer les institutions démocratiques régionales, ce qui nous permettrait d'éviter des épisodes similaires à celui du coup d'État au Honduras, que vous connaissez tous. Nous devons agir ensemble pour empêcher un retour à l'époque de l'autoritarisme ou des dictatures militaires ou militaro-civiles. Nous ne devons pas permettre que le coup d'État au Honduras crée un précédent qui mettrait en péril les progrès réalisés dans les domaines de la stabilité et des institutions démocratiques régionales. Le Gouvernement de facto qui dirige ce pays frère a ignoré les appels de la communauté internationale demandant que l'ordre constitutionnel soit rétabli le plus tôt possible au Honduras, par le dialogue et la négociation politique, dans le respect des droits de

l'homme et des libertés fondamentales du peuple hondurien.

Tant que la constitutionnalité ne sera pas rétablie au Honduras, notamment par le rétablissement immédiat dans ses fonctions du Président Zelaya et la création d'un gouvernement d'unité nationale dans l'esprit de l'Accord de San José, le processus électoral en cours de préparation dans ce pays frère n'aura pas la légitimité et la transparence nécessaires pour garantir des résultats fiables qui pourraient l'aider à résoudre la crise.

L'ONU a joué et joue un rôle prépondérant dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de la démocratie et du développement. El Salvador est un exemple important : l'Organisation a aidé à conclure les Accords de paix qui ont permis de résoudre notre conflit interne – une contribution pour laquelle je lui suis profondément reconnaissant car elle nous a menés de la guerre à la paix et de la paix à une phase de transition vers la démocratisation et le développement. À cet égard, nous allons nous lancer dans un examen poussé de l'actualité internationale afin d'établir des priorités et d'appliquer les directives essentielles énoncées par l'Organisation mondiale et qui sont à même d'améliorer le bien-être et la dignité de nos peuples. Nous mettons en œuvre des politiques destinées à honorer les engagements que nous avons pris dans les grandes conférences internationales, en particulier en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que la promotion et l'entière protection des droits de l'homme. Nous allons également adhérer aux instruments internationaux qui visent à renforcer la jouissance des droits et les libertés de l'homme.

Nous croyons au rôle joué par l'ONU dans le domaine de la coopération et du développement, et nous réitérons notre appui à la réforme de ses organes principaux, de ses programmes et de ses organismes subsidiaires, ce qui permettra d'adapter l'Organisation aux exigences et à la complexité des nouveaux défis, notamment compte tenu du lien et de l'interaction qui existent entre les phénomènes politiques, économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité.

Ainsi, nous nous engageons à renforcer notre système national de protection des droits de l'homme, à promouvoir et à garantir une politique de justice, de vérité et de réparation des graves violations de ces droits, conformément à une politique d'ouverture, d'honnêteté et de transparence dans les affaires publiques.

Les effets de la crise internationale qui a éclaté l'année dernière ont été ressentis par tous, mais plus particulièrement par les pays pauvres et en développement dont les économies dépendent des grands marchés, et qui subissent également les conséquences du déclin de l'activité économique, de l'emploi et de la consommation. Dans ces circonstances, la solidarité et la coopération internationales revêtent une importance extrême pour les pays en développement, dont les ressources naturelles et financières sont limitées et qui sont très vulnérables. À cet égard, nous appelons les pays industrialisés et la communauté des donateurs à adhérer à tout effort ou toute initiative internationale visant à surmonter les défis actuels qui mettent en danger les réalisations accomplies à ce jour et les progrès à venir de l'humanité.

Nous recommandons de profiter pleinement de l'expérience et des connaissances spécialisées dont dispose le système des Nations Unies pour ce qui est de dynamiser la coopération internationale et de coordonner les efforts visant à atteindre des objectifs communs. Dans ce contexte, nous appelons en particulier les pays développés à assurer un suivi, à appuyer et à mettre en œuvre les recommandations et les engagements énoncés dans le Consensus de Monterrey et à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui a eu lieu en 2008, ainsi que les recommandations figurant dans le Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (résolution 63/303, annexe), en particulier la nécessité pour les donateurs de maintenir et d'honorer leurs engagements et leurs objectifs en matière d'aide publique au développement. Pour cela, il faut faire preuve de la volonté politique de réformer la structure et le système financier international de façon à répondre aux difficultés actuelles.

Pour terminer, la réunion au plus haut niveau sur les changements climatiques convoquée par le Secrétaire général a été l'occasion de réfléchir à la question, en particulier pour ce qui est de l'application par les États et, avant tout, par les pays industrialisés des dispositions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée avant le Sommet « Planète Terre » et les engagements pris par

la suite pour éliminer le danger que représente la dégradation de l'environnement alors que se poursuivent des activités qui ont une incidence sur les changements climatiques. Nous espérons, par conséquent, qu'à la Conférence de Copenhague nous agirons de manière sérieuse, responsable et déterminée pour conclure un nouvel accord en la matière de façon que les États ne fassent pas passer leurs propres intérêts avant le bien-être commun de l'humanité. Il est encore temps d'adopter des mesures et des mécanismes pour corriger les erreurs et les faiblesses du passé et de lancer un processus qui harmonise le développement avec la protection de l'environnement.

Comme vous l'avez constaté, mon pays s'est débarrassé de ses préjugés et de ses stéréotypes idéologiques en matière de relations internationales. Nous croyons au multilatéralisme, en particulier dans le système de notre organisation continentale, l'Organisation des États américains, et dans celui des Nations Unies. Nous croyons que les nouvelles nations émergentes apportent une contribution riche et indispensable aux travaux de ces systèmes. Nous croyons que l'avenir de l'humanité dépend, dans une très grande mesure, de l'intelligence, de l'honnêteté et de la générosité des grandes nations qui appuient le développement total et juste des pays émergents pour en terminer avec les discriminations et les différences qui constituent une insulte à la nature humaine.

Je remercier l'Assemblée générale de son attention et de l'appui qu'elle apporte à mon pays et au peuple salvadorien.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'El Salvador de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Carlos Mauricio Funes Cartagena, Président de la République d'El Salvador, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée équatoriale.

*M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Obiang Nguema Mbasogo** (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Ali Abdussalam Treki, Secrétaire aux affaires de l'Union africaine de la Jamahiriya arabe libyenne, pour son élection à l'unanimité en tant que Président de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous sommes certains que, guidé par les principes de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de la primauté des valeurs de la personne humaine, du maintien de la paix et de la sécurité mondiales et du développement économique de tous les pays que préconise son gouvernement, et grâce à son talent de diplomate bien connu, il saura bien gérer les travaux de cette Assemblée pour que l'ONU réalise ses objectifs universels de paix, de stabilité et du développement mondial.

Nous tenons également à remercier M. Miguel d'Escoto Brockmann, Ministre des affaires étrangères de la République du Nicaragua, pour l'excellent travail réalisé pendant la session qui vient de s'achever, période marquée par une grave crise économique et financière dont les conséquences ont provoqué l'instabilité et menacé la paix dans différentes régions du monde.

*M. Singh Puri (Inde), Vice-Président, assume la présidence.*

Dans un environnement marqué par l'insécurité, la crise alimentaire et énergétique mondiale, les catastrophes naturelles et les changements climatiques qui menacent la viabilité de l'écologie mondiale, le travail du Secrétaire général de l'ONU, en tant que coordonateur de l'action de notre Organisation, n'a certes pas été facile. Par conséquent, nous félicitons M. Ban Ki-moon pour les efforts qu'il a déployés en vue de trouver des solutions à tous ces problèmes en l'assurant de notre appui et notre collaboration pour que son travail puisse se faire sans retard.

Au moment où je prends la parole devant cette instance internationale, je tiens avant tout à exprimer notre gratitude pour la nouvelle occasion qui nous est donnée de faire part de nos réflexions, nos expériences et de nos inquiétudes communes face au monde contemporain. En effet, il a été judicieux de la part du

Secrétaire général de consacrer la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale aux réponses efficaces à la crise économique et financière mondiale actuelle pour analyser ses causes et adopter des politiques et des stratégies qui permettent aux États de réduire ses effets négatifs de plus en plus graves, en particulier dans les pays économiquement faibles.

En effet, après la fin de la guerre froide, la disparition d'un monde bipolaire marqué par l'antagonisme qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il était évident que les nations entraient dans une ère nouvelle plus mondialisée, plus solidaire et plus intégrée, à condition que cela soit accompagné par plus de justice, de solidarité et d'intégration au niveau des relations et des échanges internationaux et que le respect mutuel des spécificités culturelles devienne la base fondamentale de la coopération internationale, soit une association de responsabilités partagées, de respect mutuel et de bénéfices réciproques et équitables. Tel a été l'idéal de l'ONU depuis sa création. Ses efforts pour créer un monde de paix, de développement et de bien-être pour l'humanité se sont inscrits dans cette optique pendant plus de 60 ans d'existence.

Néanmoins, le fossé qui sépare les pays développés des pays en développement n'a cessé de se creuser, malgré les nombreuses résolutions, décisions et recommandations qui ont été adoptées en vue de promouvoir l'égalité des droits politiques, économiques, sociaux et culturels, le développement global de l'humanité; le remplacement de l'ancien ordre économique par un nouvel ordre, plus juste et plus équitable, l'octroi d'une aide financière aux pays les plus vulnérables et la libéralisation du commerce mondial, et malgré tant d'autres mesures adoptées à l'occasion de sommets extraordinaires.

Mais en dépit de tout cela, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par l'ONU n'ont été atteints au plan mondial qu'à 80 %. Malheureusement, comme nous pouvons le constater, l'égoïsme et le désir de dominer les autres reste l'élément moteur des relations internationales. Inévitablement, en l'absence d'un multilatéralisme respectant les critères d'un partenariat fondé sur le respect mutuel des responsabilités partagées et des intérêts réciproques et équitables, l'équilibre politique, économique et social mondial est menacé. Inévitablement, à moins que ce partenariat ne soit basé sur le respect des valeurs culturelles de chaque pays, une nouvelle guerre froide ou chaude éclatera entre les pays pauvres et riches.

La République de Guinée équatoriale apprécie l'opportunité de ce débat car au milieu de cette crise financière mondiale sans précédent, nous pouvons tous revoir nos positions au sujet du développement mondial. Ici à New York, en 2009, nous devons résoudre ces problèmes afin que les causes actuelles de la misère et des conflits provoqués par les pays riches au détriment des pays pauvres ou économiquement faibles ne justifient plus cette nouvelle bipolarisation absurde alors que, malgré tout, l'humanité a assimilé la suprématie des valeurs qui font de l'être humain ce qu'il est.

Quel genre de morale justifie que certains États vivent dans l'abondance économique, pendant que d'autres vivent dans la misère, la marginalisation et la désolation?

En conséquence, la République de Guinée équatoriale préconise l'adoption de nouvelles approches mondiales qui, tout en augmentant la capacité des pays en développement à apporter une contribution politique et économique, permettront une coexistence qui garantisse les intérêts politiques et économiques de tous les pays.

Nous ne pouvons pas continuer sur la voie irrationnelle et irresponsable sur laquelle nous sommes actuellement engagés. Nous devons réfléchir de façon sereine afin d'adopter des attitudes constructives qui soutiennent réellement la philosophie originelle de l'Organisation des Nations Unies, une philosophie qui concevait un monde uni où les êtres humains, indépendamment de leur race, de leur culture ou de leur niveau de civilisation, restent des êtres humains, au Nord comme au Sud.

Ainsi, les théories de mondialisation des politiques n'auraient pas de raison d'être à moins sans respect de la pluralité culturelle qui caractérise les peuples du monde. Il ne devrait y avoir ni discrimination ni exclusion de l'homme par l'homme. Le dialogue interculturel doit renforcer cette communauté des nations afin que soit instaurée une coexistence qui nous permette d'apprendre les uns des autres, dans l'intérêt mutuel de tous.

La République de Guinée équatoriale considère que son développement est le résultat d'une action conjuguée des efforts nationaux et de la coopération internationale. Elle ne tolère aucune discrimination

quelle qu'elle soit pour des raisons d'ordre politique, économique ou culturel à l'égard d'un pays ou d'une organisation internationale, dès lors que ce pays ou cette organisation respecte son indépendance, sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale, la paix et le libre exercice de la souveraineté du peuple, son droit à la libre utilisation de ses ressources, le maintien de relations d'amitié et de coopération dans l'intérêt mutuel de tous, ainsi que les valeurs culturelles du peuple équato-guinéen.

En application de ces principes, la Guinée équatoriale entretient d'excellentes relations d'amitié, de coopération et de bon voisinage avec tous les pays d'Afrique centrale. Nous acceptons la coopération économique avec des pays de toutes les tendances idéologiques, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, de manière à contribuer ainsi à la paix et à l'équilibre mondiaux.

Par conséquent, nos ressources pétrolières et autres contribuent non seulement au développement de nos partenaires européens, mais également à celui de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie. Cela étant dit, nous ne cessons d'être surpris par l'esprit de conflit, de suspicion et de jalousie que ces ressources pétrolières suscitent chez certains pays, alors que nous les avons mises librement à la disposition de la communauté internationale. La Guinée équatoriale a été victime d'invasions de mercenaires, d'attaques terroristes et de plans de déstabilisation politique dont l'objectif avéré était d'accéder illégalement à ces ressources qui appartiennent uniquement au peuple de la Guinée équatoriale.

Nous tenons à souligner que la Guinée équatoriale est un pays pacifique qui n'a aucune ambition territoriale ou d'hégémonie politique, et qui n'a pas de politiques qui pourraient mettre en péril la paix et la stabilité d'autres États ou nations. Nous réitérons notre adhésion aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Charte de l'Union africaine relatifs au maintien de relations pacifiques, au non-recours à la violence et au règlement pacifique des conflits par le dialogue, la médiation, et le cas échéant, par le recours aux tribunaux internationaux.

La paix mondiale est un droit universel pour tous et une condition préalable indispensable à la survie de l'humanité qui n'est pas négociable. Elle ne peut faire l'objet de transactions en faveur d'intérêts publics ou privés, et elle est tellement fragile qu'elle peut voler en éclats lorsque des injustices sont commises contre un État ou une communauté d'États. Ainsi, nous traitons une situation de crise économique mondiale, qui, sans nul doute, a eu des répercussions sur différents États de la communauté internationale, à des degrés différents, qui pourraient affecter la paix mondiale, comme l'ont montré les conflits récents dans lesquels divers États du monde ont été précipités. Et pourtant, cette noble Organisation mondiale a été créée pour la paix.

C'est pour le maintien de la paix et de la stabilité mondiale que chaque année, nous nous réunissons tous ici. Et c'est aussi pour la paix et la stabilité que nous devons veiller à ce que l'attitude de certains pays ou groupes de pays n'entraîne, du fait de leur ambition ou de leur égoïsme, la perpétuation des injustices qui provoquent des crises dans les relations internationales.

Avec tous mes vœux pour un monde de paix et de bonheur, je souhaite un plein succès à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Guinée équatoriale de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République dominicaine.

*M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine, et je l'invite à prendre la parole devant L'Assemblée.

**Le Président Fernández Reyna** (*parle en espagnol*) : Nous présentons nos félicitations les plus sincères à l'éminent diplomate libyen, M. Ali Treki, pour sa récente élection à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, et nous saluons l'appel qu'il a lancé en faveur du dialogue entre les civilisations, de la compréhension entre les

religions, de la promotion de la paix et de la sécurité et de la réduction du fossé qui sépare les riches et les pauvres.

Il y a exactement un an, alors que nous faisions le bilan à mi-parcours des progrès réalisés dans les objectifs du Millénaire pour le développement, il s'est produit quelque chose d'inattendu : l'effondrement de certaines des banques d'investissement les plus emblématiques et par conséquent, l'aggravation de la crise financière mondiale.

Mais avant même que cette crise ne survienne, le monde, en particulier les pays en développement, subissait les répercussions de deux autres crises qui avaient pris naissance simultanément : la crise des cours du pétrole et la crise des prix des denrées alimentaires.

La première de ces crises, la crise pétrolière, a donné lieu à des manifestations sociales énergiques et intenses dans diverses parties du monde. D'un seul coup, tous les produits ont renchéri. Les gouvernements ont été dans l'obligation d'utiliser leurs réserves en devises pour payer la facture pétrolière et d'accorder des subsides pour maintenir la paix citoyenne et la gouvernance démocratique.

Pour ce qui est de la deuxième de ces crises, la crise alimentaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a déterminé qu'en raison de cette crise, le nombre de personnes dans le monde souffrant de la faim avait augmenté de 150 millions, ce qui signifie que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre total de personnes souffrant de la faim a dépassé le milliard.

Avant que ne se produisent ces deux crises, la Banque mondiale avait déjà signalé que pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement au cours des sept années restantes – c'est-à-dire entre 2008 et 2015 – il fallait encore 250 milliards de dollars, soit 50 milliards par an. Evidemment, à la suite de ces crises qui ont eu de graves répercussions sur les économies des pays en développement, les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés – réduire de moitié la pauvreté dans le monde – devraient être considérablement augmentées au-delà des estimations de la Banque mondiale.

Comme on peut le voir, l'année dernière, la situation était déjà sombre et préoccupante au moment où l'on procédait à l'analyse et à l'évaluation des progrès réalisés et des futurs défis à relever pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré les nuages noirs qui s'amoncelaient à l'horizon économique mondial, nous restions cependant optimistes et avions l'illusion que nous atteindrions nos buts. Après tout, nous n'avions cessé de faire des progrès dans la concrétisation de certains de ces objectifs. Mais après cela, il y a eu le déluge de la crise financière mondiale. Depuis lors, la tempête a été si forte qu'elle a provoqué un état généralisé d'angoisse et d'anxiété à l'échelle mondiale comme on n'en avait pas connu depuis des décennies.

D'après la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé, M^me^ Margaret Chan, chaque année 400 000 enfants de plus et des dizaines de milliers de femmes mourront, conséquence directe de la crise financière mondiale. Aujourd'hui, au cours de la présente séance de l'Assemblée générale, l'organe le plus important au monde, 25 000 enfants mourront dans diverses parties de la planète. Cela revient à dire que toutes les trois secondes, un enfant mourra, soit 18 par minute.

À l'issue des 15 minutes de ma déclaration cet après-midi, 270 enfants auront connu une mort prématurée qui aurait pu être évitée. Au cours de l'année, 9 millions d'enfants, soit la population totale de mon pays, la République dominicaine, auront perdu la vie sans raison ni justification aucune. Il s'agit là d'une tragédie humaine aux proportions épiques, une véritable catastrophe. C'est quelque chose qui est moralement et politiquement inacceptable. C'est pour cette raison, entre autres, qu'à notre avis, il convient de lancer un appel à l'Assemblée générale pour que soit déclaré un état d'urgence s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Face aux défis qu'entraîne la réalisation des huit objectifs proposés en l'an 2000 pour renforcer la dignité et améliorer les conditions de vie de millions de personnes dans le monde, nous pourrions adopter une attitude différente. Nous pourrions penser que nous avons échoué, que jamais ces objectifs ne pourront être atteints, qu'ils sont une nouvelle utopie et que, par conséquent, il convient de renoncer et d'abandonner tout effort pour les réaliser. Ce serait de toute évidence une attitude lâche et inconséquente. Il s'agirait là de la pire des décisions. Elle impliquerait d'abandonner et d'exposer à des dangers tous ceux qui ont besoin de la solidarité et de la compassion humaines. Une seconde attitude serait de repenser les objectifs et de proroger leur calendrier de réalisation. Ceci paraît logique et raisonnable. Cependant, ce type de raisonnement se

heurte à une seule difficulté : les enfants, les pauvres et les femmes du monde ne peuvent pas attendre.

La seule façon d'aborder concrètement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour la date prévue de 2015 est, pour cette Assemblée générale, de contribuer à mettre en place les conditions d'un échange réel entre les nations et les institutions gouvernementales et non gouvernementales pour qu'elles prennent en charge de toute urgence les tâches nécessaires au développement économique et social des peuples touchés par la pauvreté, la faim, les maladies et l'analphabétisme.

On ne pourra pas dire qu'il n'existe pas de ressources suffisantes pour s'attaquer à cette tâche considérable. La diligence avec laquelle on a fait face à l'effondrement du système financier international nous indique bien ce qu'ont toujours dit les peuples : « Quand on veut, on peut ».

Pour ce qui est de l'avenir, il faut avant tout veiller à ce que, avec la fin annoncée de la récession économique mondiale et, par conséquent, le début de la reprise, petit à petit, de la croissance économique, on n'assiste pas de nouveau à une augmentation subite et abrupte des prix du pétrole et des produits alimentaires, conséquence des spéculations excessives dans les transactions qui ont lieu dans les marchés de contrats à terme. Nous lançons cette mise en garde parce que nous avons constaté avec préoccupation ces trois dernières semaines une augmentation du prix du lait sur les marchés internationaux, qui a atteint plus de 1 000 dollars la tonne, sans la moindre justification valable.

Il faut vaincre tous les intérêts particuliers, toutes les résistances et tous les obstacles aux réformes du système financier mondial et des marchés boursiers afin de procéder à la mise en place de nouveaux mécanismes de régulation et de surveillance qui garantissent qu'une nouvelle crise telle que celle qui s'est produite ne se reproduise pas.

Du fait de l'absence de mise en œuvre jusqu'à présent par la majorité des pays développés des engagements qu'ils ont pris lors du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague de contribuer au développement des nations les plus faibles et les plus vulnérables, et du fait de la récession mondiale, nous nous permettons d'attirer l'attention de cette Assemblée générale sur de nouvelles sources possibles de financement des objectifs du Millénaire pour le développement.

À cet égard, nous suggérons la création d'un groupe de travail qui puisse mener une enquête professionnelle de haute qualité et présenter un rapport avec des recommandations et un plan d'action visant à mettre en place une taxe sur les capitaux déposés dans des paradis fiscaux, des banques off shore et des centres financier internationaux pour financer le développement. L'existence de ces ressources financières dans les paradis fiscaux entraîne une évasion fiscale annuelle d'au moins 250 milliards de dollars, ce qui correspond, comme nous l'avons dit, à l'estimation faite par la Banque mondiale de la somme nécessaire pour terminer de financer, grâce à l'aide extérieure, les objectifs du Millénaire pour le développement.

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il y a actuellement près de sept milliards de dollars déposés dans des paradis fiscaux qui ne rapportent pas un centime d'impôts. L'organisation Oxfam a indiqué que plus de 50 milliards de dollars en revenus fiscaux font défaut chaque année aux pays en développement à cause de l'existence des paradis fiscaux et des banques off shore. Pour sa part, l'organisation Christian Aid a annoncé, ce qui est peu réjouissant, que l'évasion fiscale sera responsable de la mort de plus de cinq millions d'enfants entre 2000 et 2015, c'est-à-dire les années correspondant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les ressources existent en abondance dans le monde. Le problème est qu'elles sont inégalement et inéquitablement distribuées, ce qui est dû, entre autres, à l'existence d'une architecture financière mondiale qui a tendance à manquer de transparence et est caractérisée par le secret, le blanchiment de capitaux, l'évasion et la fraude fiscale. Le seul espoir de renverser la situation actuelle de déclin économique, de détérioration sociale et de crise morale qui prévaut dans le monde, réside dans l'adoption de décisions courageuses, sages et opportunes pour cette prestigieuse instance mondiale.

Les peuples du monde attendent ces décisions. Ils sont conscients que leur droit à une vie digne, honorable et heureuse en dépend. Ne les en privons pas. Agissons avec justice et courage, avec le sens de l'histoire et avec une vision claire de l'avenir.

Nous ne pouvons conclure sans mentionner la situation qui règne actuellement au Honduras. L'Organisation des Nations Unies a adopté une

résolution condamnant le coup d'état qui a eu lieu dans cette nation d'Amérique centrale en juin et demandant le retour à l'ordre démocratique. La même attitude a été adoptée par l'Organisation des États américains, l'Union européenne, l'Union africaine et la Ligue des États arabes. Malgré la condamnation par le monde entier de cet attentat contre la démocratie, le Gouvernement hondurien de facto reste au pouvoir, mettant ainsi en lumière les faiblesses de la communauté internationale pour ce qui est d'agir.

À présent, le Président José Manuel Zelaya, seul Président légitime du Honduras, qui devait prendre la parole en sixième position cet après-midi devant l'Assemblée générale, a préféré rentrer dans son pays, faisant montre d'une grande audace et d'un grand courage personnels. Il est maintenant à espérer que nous, les représentants des peuples réunis dans cette instance internationale, pourrons agir avec la même dignité, la même responsabilité et le même niveau d'engagement s'agissant de la primauté de la démocratie, de la liberté et de la justice.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République dominicaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Leonel Fernández Reina, Président de la République dominicaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

*M. Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Ahmadinejad** (*parle en farsi; texte anglais fourni par la délégation*) : Je suis reconnaissant au Tout-Puissant d'avoir de nouveau la possibilité de prendre la parole devant cette importante instance mondiale.

Je voudrais tout d'abord féliciter M. Ali Treki de son accession à la présidence de l'Assemblée générale de la soixante-quatrième session et lui souhaiter plein succès. Je voudrais également remercier M. Miguel d'Escoto Brockmann, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, pour la manière remarquable dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée pendant son mandat.

Ces quatre dernières années, je me suis exprimé au sujet des principaux défis auxquels notre monde doit faire face. J'ai parlé des causes sous-jacentes de ces défis et de la nécessité pour les puissances de ce monde de revoir leur point de vue et de concevoir de nouveaux mécanismes pour régler les problèmes internationaux urgents qui se dressent devant nous. J'ai aussi parlé des deux positions contradictoires qui dominent notre monde. L'une se fonde sur la suprématie de ses intérêts matérialistes en répandant l'inégalité, l'oppression, la pauvreté, la privation, l'agression, l'occupation et la tromperie, et ses partisans cherchent à contrôler le monde entier et à imposer leur volonté aux autres nations. Cette attitude n'a engendré que frustration et déception, et augure d'un sombre avenir pour l'ensemble de l'humanité.

L'autre position consiste à croire en l'unicité de Dieu tout-puissant, à suivre les enseignements de Ses messagers, à respecter la dignité humaine et à chercher à bâtir un monde sûr pour tous les membres de la communauté humaine, dans lequel chacun puisse jouir pareillement des bienfaits d'une paix durable et de la spiritualité. Ses partisans respectent la totalité des êtres humains, des nations et des cultures vénérables, au mépris de toutes les formes de discrimination qui existent dans le monde. Ils s'engagent également dans une lutte sans relâche pour promouvoir l'égalité de tous devant la loi fondée sur la justice et la fraternité, tout en jetant les bases solides qui garantissent l'égalité d'accès aux connaissances et aux sciences de tous les êtres humains qui cherchent à se perfectionner.

À maintes reprises, j'ai souligné la nécessité de procéder à des changements fondamentaux dans la vision actuelle du monde et de l'humanité, afin d'ouvrir la voie à un avenir plus radieux.

Aujourd'hui, je voudrais faire part à l'Assemblée de quelques observations sur les changements qui devraient avoir lieu. Premièrement, il est évidemment impossible de laisser les choses telles quelles sont actuellement dans le monde. Les conditions actuelles défavorables et inéquitables vont à l'encontre de la

nature humaine et prennent une direction opposée à celle de la vérité et du but dans lequel le monde a été créé. Il n'est plus possible d'injecter des milliers de milliards de dollars de richesses virtuelles dans l'économie mondiale, simplement en imprimant des actifs sans valeur sur du papier ou en faisant porter le poids de l'inflation et des problèmes économiques et sociaux sur d'autres en créant de graves déficits budgétaires.

Le moteur du capitalisme débridé, et son système de pensée injuste, est arrivé en bout de course et ne peut faire un pas de plus. L'ère de la pensée capitaliste et de l'imposition des idées de certains à la communauté internationale, en vue de dominer le monde au nom de la mondialisation, tout comme l'époque de l'édification d'empires, sont révolues. Il n'est plus possible d'humilier les nations ou d'imposer une politique de deux poids deux mesures à la communauté internationale.

Il est nécessaire de délégitimer et de rejeter tout système qui fait de la satisfaction des intérêts de certaines puissances la seule mesure de démocratie, ou qui utilise des méthodes d'intimidation et de tromperie méprisables, au nom de la liberté et de pratiques démocratiques. Les systèmes dans lesquels les dictateurs sont présentés comme des démocrates manquent de légitimité et doivent être complètement rejetés. Le temps est révolu pour ceux qui définissent la démocratie et la liberté et établissent des normes, tout en étant les premiers à violer ces principes fondamentaux. En fait, ils ne peuvent plus être à la fois juge et partie, ou remettre en cause les véritables gouvernements établis démocratiquement.

Je répète que le temps est révolu pour un groupe d'individus qui croient qu'eux seuls peuvent définir les concepts de démocratie et de liberté, et établir les critères sur lesquels reposent ces définitions tout en violant dans le même temps les principes mêmes auxquels ils prétendent aspirer. Le maintien des gouvernements est fondé sur le pouvoir du peuple. Le développement des nations et l'expansion de la liberté à travers le monde ne leur permettront plus de continuer d'adopter ces attitudes hypocrites et pernicieuses. C'est pour ces raisons que la plupart des nations, y compris la nation américaine, attendent un changement réel et profond. Elles ont accueilli et continueront d'accueillir favorablement le changement.

Comment se peut-il que, depuis plus de 60 ans, toute la population de la Palestine ait été chassée de ses terres par des politiques inhumaines fondées sur la force et la contrainte et attaquée avec toutes sortes d'armes, y compris des armes interdites, tandis que les agresseurs nient son droit légitime à l'autodéfense et, à la stupéfaction de la communauté internationale, appellent les occupants des pacificateurs alors que les victimes, elles, sont qualifiées de terroristes?

Comment se peut-il que les crimes des occupants contre des femmes et des enfants sans défense et la destruction de leurs maisons, de leurs fermes, de leurs hôpitaux et de leurs écoles soient cautionnés sans condition par certains gouvernements, alors que dans le même temps, des femmes et des hommes sont opprimés, soumis au blocus économique le plus dur qui soit, et privés des ressources, notamment les denrées alimentaires, l'eau et les médicaments, leur permettant de satisfaire leurs besoins fondamentaux, les rendant de fait victimes d'un génocide? Ces hommes et ces femmes ne peuvent même pas reconstruire leurs maisons, détruites durant les 22 jours d'attaques barbares menées par le régime sioniste, et ce, alors que l'hiver approche et que les agresseurs et leurs supporters continuent, de manière trompeuse et purement rhétorique, à défendre les droits de l'homme afin de faire pression sur les autres.

Il est inacceptable qu'une petite minorité domine la politique, l'économie et la culture de vastes régions du monde au moyen de systèmes complexes, établissant de facto une nouvelle forme d'esclavage et ternissant la réputation d'autres nations, y compris les nations européennes et les États-Unis, pour atteindre ses objectifs racistes.

Il est inacceptable que des nations situées à plusieurs milliers de kilomètres du Moyen-Orient envoient leurs soldats pour intervenir militairement et encourager la guerre, l'effusion de sang, l'agression, la terreur et la crainte dans notre région, et ignorent ce faisant les protestations des pays de la région concernée, inquiets pour leur avenir et leur sécurité nationale, violant ainsi la paix et s'ingérant dans les affaires intérieures d'autres nations.

Ces manières d'envisager les choses sont déconcertantes. Il nous suffit d'examiner la situation en Iraq et en Afghanistan. Un pays ne saurait rester sous occupation militaire au nom de la lutte contre le terrorisme et le trafic des drogues, alors même que la production illicite de drogues a augmenté, que le terrorisme a continué de s'étendre et de resserrer son étau, que des milliers d'innocents ont été tués, blessés

ou déplacés, que l'infrastructure a été détruite, et que la sécurité régionale a été gravement mise en péril.

Pourtant ceux qui ont créé cette situation désastreuse continuent d'en rejeter la faute sur les autres. Comment peuvent-ils parler d'amitié et de solidarité avec les autres nations lorsqu'ils étendent leurs bases militaires dans diverses régions du monde, y compris en Amérique latine? Cette situation ne peut pas durer. Il est de plus en plus difficile d'encourager des politiques expansionnistes et inhumaines reposant sur une logique militariste. La logique de la coercition et de l'intimidation aura de lourdes conséquences et elle ne fait qu'exacerber les problèmes mondiaux actuels.

Il est inacceptable que les budgets militaires de certains gouvernements dépassent largement le budget global de certains pays du monde. Plusieurs pays exportent des milliards de dollars d'armes chaque année, accumulent des arsenaux chimiques, biologiques et nucléaires, et créent des bases militaires ou établissent une présence militaire dans d'autres pays, tout en accusant les autres de militarisme, et ce faisant mobilisent toutes leurs ressources à l'échelle de la planète pour empêcher le progrès scientifique et technologique d'autres nations, sous prétexte de lutter contre la prolifération des armes.

Il est inacceptable que l'ONU et le Conseil de sécurité, dont les décisions devraient représenter l'ensemble des nations et des gouvernements grâce à des procédures de prise de décisions démocratiques et populaires, soient dominés par une petite poignée de gouvernements qui cherchent à servir leurs propres intérêts.

Mais surtout, dans un monde où la culture, les idées et l'opinion publique devraient être les seuls facteurs déterminants, la situation actuelle ne peut pas continuer et un changement radical semble inévitable. Nous devons nous employer à édifier à un nouveau système mondial.

Deuxièmement, tout changement doit être profondément ancré à la fois dans la théorie et dans la pratique et englober toutes les sphères de la vie. Les méthodes de gouvernement dépassées qui sont à l'origine des problèmes actuels de notre société ne peuvent être utilisées pour amener ce changement et créer un monde meilleur. Le libéralisme et le capitalisme, et notamment les formes de ces doctrines qui visent à dominer le monde et à éloigner la personne des valeurs morales et spirituelles, n'apporteront jamais le bonheur à l'humanité, car ils sont la principale source de toutes les catastrophes et de toutes les guerres, de toute la pauvreté et du dénuement. Nous avons tous vu comment des structures économiques injustes, contrôlées par certains intérêts politiques, ont servi à piller les richesses nationales de pays au profit d'un groupe d'entreprises corrompues. Les structures en place sont donc incapables de relever les défis auxquels nous sommes confrontés. En un mot, les structures politiques et économiques créées après la Seconde Guerre mondiale qui visaient à dominer le monde ont échoué à promouvoir la justice et la sécurité durable.

Les dirigeants dont le cœur n'est pas rempli d'amour pour le genre humain et qui ont abandonné toute idée de justice ne pourront jamais offrir une promesse de paix et d'amitié à l'humanité. Par la grâce de Dieu, le marxisme n'existe plus, il appartient désormais à l'histoire. Et l'expansion sans entrave du capitalisme connaîtra sans aucun doute le même sort car, selon la tradition divine consacrée dans les principes du Saint Coran, ce qui n'est pas sincère disparaîtra comme une bulle à la surface de l'eau. Seul ce qui sert éternellement les intérêts des sociétés humaines survivra.

Nous devons par conséquent faire tous preuve de vigilance afin de prévenir la perpétuation du colonialisme et de ses desseins discriminatoires et inhumains dissimulés derrière des slogans en faveur du changement ou sous quelque autre forme que ce soit. Le monde nécessite des changements fondamentaux et nous devons nous engager ensemble afin de permettre à ces changements de prendre la bonne direction. Grâce à ces efforts, personne ni aucun gouvernement ne se considérerait comme faisant exception ou comme étant supérieur aux autres, ou n'essaierait d'imposer sa volonté aux autres en se proclamant leader du monde.

Troisièmement, tous les problèmes qui existent dans le monde aujourd'hui sont dus au fait que les dirigeants se sont distancés des valeurs humaines, de la moralité et des enseignements des messagers divins. Malheureusement, dans l'état actuel des relations internationales, l'égoïsme et la cupidité insatiable prévalent sur des concepts humanitaires tels que l'amour, le sacrifice, la dignité et la justice. La foi en un Dieu unique a été remplacée par la croyance en soi-même. Certains ont cherché à se substituer à Dieu et veulent imposer leurs valeurs et leurs désirs aux autres. Le mensonge s'est substitué à l'honnêteté, l'hypocrisie à l'intégrité et l'égoïsme au sacrifice. La tromperie

dans les échanges est présentée aujourd'hui comme de la prévoyance et une qualité d'homme d'État. Le pillage des richesses d'autres nations est appelé effort de développement. L'occupation est présentée comme un cadeau pour la promotion de la liberté et de la démocratie. Et les nations sans défense sont soumises à la répression au nom de la défense des droits de l'homme.

Les problèmes mondiaux ne seront résolus, la justice rendue et la paix maintenue que grâce à la détermination collective et à la coopération de tous les États et nations. L'époque d'un monde polarisé fondé sur l'hégémonie ou la domination de quelques gouvernements est révolue. Aujourd'hui, nous devons agir ensemble grâce à un engagement collectif afin de relever les défis actuels. Nous devons prendre le changement au sérieux et œuvrer ensemble pour aider les autres à renouer avec les valeurs morales et humaines fondamentales.

Les messagers ont été envoyés par Dieu pour montrer la lumière de la vérité aux hommes. Ils sont venus pour aider les êtres humains à prendre conscience de leurs obligations individuelles et sociales. Vivre dans la piété, avoir foi en Allah et dans le jugement de ses actes dans l'autre monde, croire en la primauté de la justice ici-bas et dans l'au-delà, rechercher le bonheur, le bien-être et la sécurité dans le bonheur, le bien-être et la sécurité d'autrui, respecter les êtres humains et s'efforcer de faire prévaloir l'amour et la compassion sur l'hostilité – tout cela était primordial dans les enseignements des messagers de Dieu, d'Adam à Noé, de Noé à Abraham, Moïse, Jésus-Christ et le dernier des prophètes, Mohammed, que la paix de Dieu soit sur chacun d'entre eux. Ils ont tous été envoyés pour mettre fin à la guerre et à l'ignorance, éradiquer la pauvreté et mettre un terme à la discrimination pour répandre le bonheur dans le monde entier. Ils sont les meilleurs cadeaux que Dieu tout-puissant ait offert aux êtres humains. Si la croyance en l'Entezar – en d'autres termes, l'attente patiente que la justice revienne sur terre – se transforme en un objectif commun et que nous joignons nos efforts pour assurer la prospérité à tous, alors l'espoir qu'une réforme ait lieu sera plus grand et plus réel.

Quatrièmement, à mon avis, plusieurs questions importantes appellent une intervention de notre part. Le Secrétaire général et l'Assemblée générale peuvent jour un rôle de chef de file en prenant les mesures nécessaires pour permettre la réalisation de nos objectifs communs sur la base des actions suivantes.

Premièrement, il faudrait restructurer l'ONU afin de faire de cette instance mondiale une organisation plus efficace et pleinement démocratique, à même de jouer un rôle impartial, équitable et efficace dans les relations internationales. Il faudrait revoir la structure du Conseil de sécurité, particulièrement en abolissant le privilège discriminatoire du droit de veto. Les droits inaliénables du peuple palestinien devraient être rétablis grâce à la tenue d'un référendum et d'élections libres en Palestine afin de créer un environnement permettant à toutes les populations palestiniennes, musulmans, chrétiens et juifs inclus, de vivre ensemble dans la paix et l'harmonie. Toutes formes d'ingérence dans les affaires de l'Iraq, de l'Afghanistan et du Moyen-Orient, aussi bien que dans les affaires de tous les pays d'Afrique, d'Amériques latine, d'Asie et d'Europe doivent cesser.

Comme l'a dit notre grand prophète, un gouvernement peut survivre dans le blasphème mais jamais dans l'oppression. Les Palestiniens continuent de subir l'oppression et leurs droits continuent d'être violés. De nouveau des Palestiniens qui vivaient à Al Qods al Charif ont été expulsé par la force de leurs foyers tandis que les occupants et les usurpateurs poursuivent la destruction de leur zone d'habitation. Les bombardements en Afghanistan et au Pakistan n'ont pas encore cessé, la prison de Guantanamo n'a pas encore été fermée et il y a toujours des prisons secrètes en Europe.

La perpétuation de la situation actuelle alimente les hostilités et la violence. L'oppression et l'agression militaire doivent cesser. Malheureusement, les rapports officiels concernant les brutalités du régime sioniste à Gaza n'ont pas encore été publiés. Le Secrétaire général et l'ONU ont des responsabilités cruciales à cet égard et la communauté internationale attend avec impatience que les agresseurs et les meurtriers des populations sans défense de Gaza soit punis.

Pour ce qui est de la deuxième action, les structures économiques actuelles doivent être reformées et il faut établir un nouvel ordre international fondé sur des valeurs humaines et morales et des obligations. Un nouveau cap est nécessaire pour aider à promouvoir la justice et le progrès à travers le monde en permettant au potentiel et aux talents de toutes les nations de se développer et d'assurer de la sorte le bien-être de tous ainsi que celui des générations futures.

La troisième action porte sur les relations internationales qui doivent être réformées sur la base de la promotion d'une paix durable et de l'amitié, de l'élimination de la course aux armements et de toutes les armes nucléaires, chimiques et biologiques afin de faciliter l'accès de toutes les nations aux technologies modernes et pacifiques pour le progrès de l'humanité.

La quatrième action concerne la réforme nécessaire des structures culturelles et la promotion du respect de la diversité des coutumes et des traditions partout dans le monde ainsi que l'entretien des valeurs morales et de la spiritualité afin de renforcer l'institution de la famille qui est la colonne vertébrale de toutes les sociétés humaines.

Pour ce qui est de la cinquième action, des efforts doivent être faits à l'échelle mondiale en faveur de la protection de l'environnement et du respect total des accords et arrangements internationaux afin d'empêcher l'anéantissement des ressources naturelles non renouvelables.

Mon cinquième point est que des élections glorieuses et pleinement démocratiques ont été menées avec succès dans notre nation, ouvrant un nouveau chapitre pour notre pays dans sa marche vers le progrès national et des relations internationales renforcées. Une fois encore, une large majorité m'a confié cette lourde responsabilité.

À présent, je déclare que notre grande nation, qui a apporté d'importantes contributions tant à la civilisation mondiale qu'à la République islamique d'Iran elle-même, et qui est l'un des gouvernements les plus démocratiques et les plus progressistes au monde, est prête à mobiliser toutes ses capacités culturelles, politiques et économiques afin de s'engager dans un processus constructif visant à répondre aux préoccupations internationales et à relever les défis auxquels est confrontée la société humaine. Notre pays, qui a bâti des cultures, a lui-même été une victime principale du terrorisme aveugle et a été la cible d'une agression militaire généralisée pendant la première décennie de sa révolution.

Ces 30 dernières années, nous avons été l'objet d'attitudes hostiles de ceux qui à un moment ont appuyé de toutes leurs forces l'agression militaire de Saddam et le recours aux armes chimiques contre nous, et ont décidé à un autre moment de lancer une action militaire en Iraq pour se débarrasser du même homme.

Aujourd'hui, notre nation cherche à créer un monde dans lequel prévaudront justice et compassion. Nous avons l'intention de participer au processus de consolidation d'une paix et d'une sécurité durables dans le monde, pour toutes les nations, en nous fondant sur la justice, la spiritualité et la dignité humaine, tout en nous attachant à défendre avec fermeté nos droits légitimes et reconnus par la loi.

Afin de réaliser ces objectifs, notre nation est prête à serrer toutes les mains qui lui seront tendues de bonne foi. Aucune nation ne peut prétendre ne pas avoir besoin de changement et de réforme dans ce cheminement vers la perfection. Nous saluons les changements réels et humains et nous nous tenons prêts à nous engager activement dans des réformes mondiales fondamentales.

Par conséquent, nous insistons sur le fait que la seule voie vers la sûreté et la sécurité permanentes est celle du retour au monothéisme et à la justice. C'est ce qui offre le plus grand espoir et la meilleure perspective pour tous les âges et pour toutes les générations. Sans foi en Dieu et sans attachement à la cause de la justice, ainsi qu'à la lutte contre l'injustice et la discrimination, la structure mondiale ne sera pas corrigée.

L'homme est au centre de l'univers. Sa caractéristique spécifique c'est son humanité, une humanité en quête de justice, de piété, d'amour, de connaissance, de conscience et d'autres valeurs plus élevées encore. Ces valeurs humaines doivent être appuyées, et chaque être humain devrait avoir la possibilité de les développer. Négliger l'une de ces valeurs équivaut à omettre un aspect essentiel de l'humanité. Ce sont des éléments communs qui lient toutes les communautés humaines et constituent le socle de la paix, de la sécurité et de l'amitié.

Les religions divines prêtent attention à tous les aspects de la vie humaine, notamment l'obéissance à Dieu, la moralité, la justice, la lutte contre l'oppression et la volonté d'établir une gouvernance juste et avisée. Le prophète Abraham a appelé à l'unicité de Dieu contre Nimrod, comme l'a fait le prophète Moïse contre les pharaons. Jésus Christ et le prophète Mahomet, la paix soit avec eux, ont agi de même contre les oppresseurs de leurs temps. Tous ces hommes ont été menacés de mort et ont été forcés de quitter leurs terres natales. Sans résistance ni objection, la surface de la Terre ne sera pas débarrassée de l'injustice.

J'en viens à présent à ma dernière remarque. Le monde change et évolue constamment. Le destin promis à l'humanité est la création d'une vie humaine pure. Cela se produira quand la justice prévaudra sur la planète et quand chaque être humain jouira du respect et de la dignité. Ce moment sera celui où le sentier de la perfection morale et spirituelle s'ouvrira devant l'humanité, et son cheminement vers Dieu et la manifestation de ses noms divins deviendra réalité. L'humanité devrait s'évertuer à représenter la connaissance et la sagesse de Dieu, sa compassion et sa bienveillance, sa justice et son honnêteté, son pouvoir et son habileté, sa bonté et son pardon.

Tout cela deviendra réalité sous le règne de l'homme parfait, la dernière source de divinité sur Terre, Hazrat Mahdi, la paix soit avec lui. Il sera enfanté du prophète de l'islam, qui réapparaîtra, et de Jésus Christ, la paix soit avec lui. D'autres hommes nobles et pieux l'accompagneront dans la réalisation de cette grande mission universelle. Telle est la croyance en l'*entezar* : attendre patiemment que l'imam revienne; attendre patiemment le règne du bien et la gouvernance du meilleur, qu'il a promis. C'est une notion humaine universelle et une source de l'espoir des nations que le monde deviendra meilleur.

Ils viendront, et avec l'aide des justes et des véritables croyants, réaliseront l'aspiration de longue date de l'homme à la liberté, à la perfection, à la maturité, à la sécurité, à la tranquillité, à la paix et à la beauté. Ils viendront mettre fin aux guerres et aux agressions et révéler la connaissance universelle au monde, ainsi que la spiritualité et l'amitié. Oui, un avenir brillant viendra pour l'humanité.

En attendant l'arrivée de cette époque radieuse et dans le cadre d'un engagement collectif, jouons chacun notre rôle pour ouvrir la voie et préparer les conditions propices à la construction de ce brillant avenir. Longue vie à la paix et à la sécurité. Longue vie à la justice et à la liberté.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

## Allocution de M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'État plurinational de Bolivie.

*M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Morales Ayma** (*parle en espagnol*) : Une fois encore, nous nous retrouvons à l'ONU pour partager des préoccupations, des problèmes et des expériences et débattre des nombreuses manières dont nous pouvons servir tous les peuples du monde.

Depuis ce matin, j'ai écouté les déclarations avec attention, à commencer par celle du Secrétaire général – que je salue tout particulièrement d'un salut révolutionnaire – jusqu'à maintenant, où nous venons d'entendre le Président iranien. Dans toutes ces déclarations, j'ai pu constater une convergence importante sur des problèmes tels que la crise financière, la crise environnementale, la stabilité et l'institutionnalisation de la démocratie dans certains pays. Des idées et des propositions ont également été formulées, notamment par le Secrétaire général, qui a appelé à l'unité entre les présidents et au sein de l'ONU. Je conviens tout à fait qu'il est important que les présidents et les gouvernements s'unissent pour répondre aux attentes de nos peuples et résoudre ces crises.

Je voudrais dire que dans mon pays, ces crises ont été imposées d'en haut et de l'extérieur. L'ONU doit être unie pour défendre l'égalité de nos peuples; l'unité est nécessaire à la dignité; et l'unité est surtout nécessaire afin de combler les fossés économiques profonds, de rectifier les asymétries immenses entre les continents, entre les familles et entre les pays. Toutefois, l'unité doit s'inscrire dans un contexte de complémentarité afin de pouvoir répondre aux attentes des peuples.

Le débat est constant sur la crise financière et le changement climatique, ainsi que sur les problèmes de

la démocratie et des crises alimentaire et énergétique. Je salue un certain nombre de déclarations qui ont mis l'accent sur l'origine de cette crise. Néanmoins, la majorité des présidents, dans la majorité des déclarations, n'ont mentionné que les effets de la crise, et non ses causes.

Je vais être franc avec l'Assemblée – les personnes qui m'écoutent ici, et toutes les autres qui suivent les débats qui ont lieu dans cette instance mondiale. Je voudrais dire que ces crises ont pour origine l'accumulation exagérée de capital entre les mains d'un petit nombre, le pillage constant des ressources naturelles et la commercialisation de la Terre mère. Par-dessus tout, elles ont pour origine un système, un modèle économique, qui est le capitalisme.

Si nous ne disons pas à nos peuples la vérité à propos des origines de cette crise, nous nous tromperons alors nous-mêmes, et nous tromperons la communauté internationale et nous tromperons nos peuples, qui attendent beaucoup de leurs présidents, de leurs gouvernements et d'organes tels que celui-ci.

Bien que nous défendions et que nous recherchions la paix à la lumière de notre expérience, nous ne pourrons parvenir à la paix sociale tant que persisteront les inégalités économiques, d'autant moins lorsque certains pays abritent des bases militaires. Elles peuvent se situer sur de nombreux continents, notamment l'Amérique latine et l'Amérique du Sud. Comment pouvons-nous dialoguer alors que les bases militaires des États-Unis suscitent la méfiance parmi les peuples?

Je voudrais brièvement dire à l'Assemblée que j'ai été victime des bases militaires dans mon pays avant d'accéder à la présidence, lorsque les mouvements sociaux étaient seulement des opposants politiques et non les acteurs d'un pays nouveau, un pays d'égalité et de justice sociale. Nous sommes tous victimes de la présence militaire des États-Unis en Bolivie, et en tant que victimes nous savons de quoi sont capables les hommes armés portant l'uniforme des États-Unis dans les pays d'Amérique du Sud. C'est pourquoi je voudrais dire que la présence d'une base militaire des États-Unis, notamment en Amérique latine – je ne sais pas comment ils se conduisent en Europe ou sur d'autres continents – n'est pas une garantie de paix sociale ni de démocratie. Elle ne garantit certainement pas l'intégration de nos pays, et encore moins celle des peuples qui cherchent à amener des changements profonds dans nos structures économiques, sociales et culturelles.

Prenons le Honduras. S'il y a une base militaire des États-Unis au Honduras, pourquoi cette base ne garantit-elle pas la démocratie? Elle ne va pas le faire parce qu'il y a des présidents qui changent ces pays, constamment menacés par les bases militaires.

Je salue le courage de notre collègue, le Président Zelaya du Honduras, qui résiste de façon démocratique et pacifique dans le but de restaurer la démocratie. Mon respect et mon admiration lui sont acquis alors qu'il lutte, avec le peuple hondurien si rebelle, pour défendre la démocratie. Qu'il serait bon que l'Organisation des Nations Unies, cette grande organisation mondiale, adopte une résolution lançant un ultimatum à la dictature militaire au Honduras, lui enjoignant de se retirer et de rétablir dans ses fonctions l'unique Président reconnu dans le monde entier.

Je suis convaincu que le Commandement Sud des États-Unis n'accepte pas que les pays d'Amérique latine ou leurs présidents cherchent leur libération. Des amis, des camarades et des frères m'ont même dit qu'ils ont appuyé les dictatures en Bolivie et ailleurs en Amérique latine. Ils disent que la seule raison pour laquelle il n'y a pas eu de coup d'État aux États-Unis est qu'il n'y a pas d'ambassade des États-Unis aux États-Unis mais qu'il y a des coups d'État partout. Je voudrais dire qu'en septembre de l'année dernière une tentative de coup d'État a eu lieu en Bolivie, mais grâce à l'union des forces syndicales et à l'intervention de la communauté internationale, en particulier des pays de la zone du cône sud, nous avons pu empêcher ce coup d'État civil, non militaire.

Pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus que les bases militaires ne garantissent pas la démocratie, l'intégration ou la paix sociale.

Nous avons également débattu du thème du changement climatique, et je saisis cette occasion pour proposer à l'Assemblée quelques sujets qui sont d'une extrême importance pour nous tous qui habitons la Terre mère. Pour le mouvement autochtone, c'est la Terre mère; pour beaucoup d'autres, c'est la planète Terre ou l'environnement. Pour ceux d'entre nous qui vivent en harmonie avec la Terre mère, et pas seulement en harmonie avec l'être humain, la Terre mère est sacrée. La Terre mère est celle qui donne la vie, qui nous fournit eau, ressources naturelles et oxygène. Nous défendons tous le bien-être de nos peuples. Nous luttons, nous nous battons, nous

œuvrons pour le bien-être de nos peuples, mais nous devons avant tout préserver le bien-être de la Terre mère.

Si nous ne préservons pas le bien-être de la Terre mère, il deviendra impossible d'assurer le bien-être de nos compatriotes et des peuples qui vivent sur la planète Terre. J'en suis arrivé à la conclusion que la Terre mère – ou la planète Terre – peut exister et existera toujours avec ou sans vie humaine, mais que la vie humaine ne peut exister sans la planète Terre – la Terre mère.

Après avoir entendu de nombreuses interventions et après avoir écouté mes frères, j'en suis arrivé à la conclusion qu'à ce moment de l'histoire, en ce nouveau XXI$^{e}$ siècle, il sera plus important que jamais auparavant de défendre les droits de la Terre mère plutôt que les droits de l'homme.

Si nous ne protégeons pas les droits de la Terre mère, il ne servira à rien de défendre les droits de l'homme. Je suis prêt à discuter de ce concept et, tôt ou tard, tout le monde comprendra pourquoi il est si important de défendre les droits de la Terre mère.

Comme nous discutons actuellement des changements climatiques, je voudrais soumettre aux présidents, aux représentants de différents pays et à tous nos frères qui nous écoutent dans le monde entier, une proposition très simple en trois points.

Premièrement, les pays développés doivent reconnaître et payer la dette climatique qu'ils ont contractée auprès de l'humanité tout entière et de la planète Terre.

Deuxièmement, il faut créer une cour de justice du climat qui jugera et punira ceux qui ne respectent pas leurs engagements et ceux qui continuent de détruire la planète Terre. Nous ne disposons pas d'une structure qui nous permette de quantifier les dégâts causés par certains pays et certaines sociétés transnationales. Il est important que cette cour de justice du climat soit établie.

Troisièmement, et c'est une des propositions avancées surtout par les mouvements ruraux et autochtones : les nations doivent rédiger une déclaration des droits de la Terre mère, afin de défendre le droit à la vie, la droit à la régénération de sa biocapacité, le droit à une vie saine et le droit à l'harmonie et à l'équilibre entre nous tous.

J'espère que ces propositions seront prises en compte lors des discussions de Copenhague. Nous espérons également que Copenhague offrira une solution globale à moyen et à long terme aux graves problèmes qui touchent tous les pays du monde.

Je saisis également cette occasion pour relever quelques-unes des propositions faites par certains présidents. Si nous voulons changer le monde, nous devons d'abord changer l'ONU. Si nous voulons effectuer des changements dans nos pays, en quête d'égalité et de dignité pour nos compatriotes, pourquoi ne pas d'abord changer les structures de l'ONU?

Je pense, après avoir écouté ce que de nombreux présidents ont dit, qu'il y a de nombreux points d'accord au sujet du Conseil de sécurité. Nous avons besoin d'une démocratisation réelle de l'ONU. Dans cette optique, je fais les suggestions suivantes.

Le statut de membre permanent et éternel du Conseil de sécurité et le droit de veto doivent être abolis. Il n'est pas possible en plein XXI$^{e}$ siècle de maintenir des pratiques totalitaires dépassées qui remontent au temps de la monarchie. Tous les pays doivent avoir les mêmes droits au sein de l'ONU. Ceux qui s'autoproclament pionniers de la démocratie devraient renoncer à leurs privilèges et accepter une véritable démocratisation du Conseil de sécurité. Nous devons agir avec responsabilité et commencer à démocratiser l'ONU.

Enfin, pour terminer cette brève intervention, car je ne veux pas dépasser le temps de parole qui m'est imparti, conformément à cette discipline que nos peuples nous apprennent, je regrette de devoir vous dire une vérité qui peut certainement déranger le Gouvernement des États-Unis. Je faisais confiance au Président Obama. Je salue sa décision de fermer Guantanamo, ce qui représente un progrès. Nous le félicitons. Mais, il ne faut pas seulement fermer Guantanamo, il faut également mettre fin au blocus économique de Cuba. Je le demande respectueusement au Président et au peuple des États-Unis.

En Bolivie, comme en Amérique latine, nous bénéficions de certaines préférences tarifaires. Mais, sous l'ex-Président Bush, elles nous ont été retirées car on nous accusait de ne pas lutter contre le trafic de drogue et la pauvreté. Nous savons que c'était une décision politique. Mais l'ex-Président Bush n'a jamais respecté les normes boliviennes et encore moins la Constitution politique de l'État bolivien.

Aujourd'hui, avec le nouveau Gouvernement du Président Obama, il existe des documents qui font référence à la Constitution politique de l'État bolivien. Les États Membres doivent savoir qu'il est fait référence à l'article 56 de la nouvelle Constitution politique de l'État bolivarien qui, pour la première fois en 183 années d'existence de la République, a été adoptée par référendum par le peuple bolivien. Cette référence au respect de la propriété privée dans ces documents constitue pour moi une ingérence directe du Gouvernement américain dans la Constitution et dans d'autres normes. Je ne l'accepte pas; je le rejette catégoriquement. Nous ne voulons pas avoir des relations diplomatiques caractérisées par l'ingérence, mais des relations diplomatiques placées sous le signe de la coopération et des investissements. Je tiens à vous dire que la nouvelle Constitution garantit, pour la première fois, la propriété privée et la propriété de l'État, mais, fondamentalement, elle garantit la propriété collective des biens des associations et des coopératives et des terres communautaires du mouvement autochtone.

En outre, les États-Unis m'accusent dans un document où ils affirment que l'acceptation explicite et l'encouragement de la production de la feuille de coca au plus haut niveau du Gouvernement bolivien est l'un des problèmes actuels du pays. En d'autres termes, j'encourage la culture de la coca. Il faut bien comprendre que la culture de la feuille de coca est une chose et que la cocaïne en est une autre. Nous ne défendons pas la cocaïne; nous allons la combattre. En fait, nous proposons une politique de « zéro cocaïne ». Mais il ne s'agit pas non plus de cultiver librement la feuille de coca. À l'état naturel, la feuille de coca a un effet bénéfique et est bonne pour la santé de l'homme.

Nous avons lancé une campagne pour dépénaliser la consommation traditionnelle de la feuille de coca. Je vous garantis qu'il n'y aura jamais de culture libre de la coca, mais pas non plus de politique de zéro feuille de coca. En revanche, il y a une politique de « zéro cocaïne ». On ne peut pas dire que j'encourage la culture de la coca en Bolivie. C'est faux.

L'Assemblée sait bien que je suis issu des mouvements syndicaux et sociaux et que j'étais dirigeant syndical, mais je suis aussi, pour l'instant et par hasard, Président, et ce qui me préoccupe beaucoup c'est que l'on dise que le Gouvernement va démanteler le mouvement syndical par un décret. Comment pourrais-je supprimer les syndicats alors que toutes les forces sociales et syndicales sont l'épine dorsale du Gouvernement d'Evo Morales? Alors que j'ai fait construire des sièges pour les syndicats et j'ai encouragé les syndicats, les travailleurs et les peuples autochtones, on m'accuse de démanteler les syndicats.

Je suis certain que le Président Obama n'est pas au courant des documents que j'ai mentionnés et qui viennent peut-être du Département d'État. Même si voulons le changement, il est parfois difficile de changer les structures étatiques. Je le comprends parfaitement. Mais, après avoir lu ces documents très attentivement, je me demande comment il est possible pour quelqu'un qui a été l'objet de discriminations de faire la même chose à autrui. Au moins, en Amérique latine, ceux qu'on appelle les Afro-Américains et Afro-Boliviens sont les secteurs qui sont les plus victimes de discrimination dans la société, avec ceux qu'on appelle les Indiens ou les autochtones. Dans le langage populaire, on parle de « Noirs » et d'« Indiens ». Je ne comprends pas comment une personne de race noire qui a été victime de discrimination et exclue peut exclure un Indien et exercer une discrimination à son égard. C'est extrêmement préoccupant.

Il faut espérer que ces erreurs historiques pourront être corrigées, pas pour le bien du Président, et pas seulement pour le bien des Boliviens, mais pour l'image des peuples, comme le peuple des États-Unis. Je comprends tout à fait que parfois, il n'est pas facile de changer des structures qui peuvent agir à l'encontre de nos peuples.

Pour conclure, je voudrais faire référence à certaines demandes historiques, comme le retour de notre accès à la mer. Il y a assez de confiance entre nos deux peuples, nos Républiques sœurs, le Chili et la Bolivie, pour résoudre la question de l'accès maritime. J'espère qu'elle pourra être résolue au bilatéral, sinon, l'intervention de la communauté internationale sera nécessaire. Des progrès ont été faits, des signes de confiance donnés. J'ai le sentiment que la confiance est importante pour résoudre n'importe quel problème, mais cela ne suffit pas et je pense que des mesures importantes devront être prises.

Je remercie mes frères et sœurs de m'avoir écouté. Je voudrais continuer à connaître leur vécu, leurs expériences, leurs propositions et leurs préoccupations, pour le bien de l'humanité tout entière.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'État plurinational de Bolivie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Ukraine.

*M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Yushchenko** (*parle en ukrainien; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Au nom de l'Ukraine, je félicite M. Ali Abdussalam Treki, de la Libye, pour son élection à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Je lui souhaite plein succès dans ses activités.

Chaque année, nous nous retrouvons tous ici à un haut niveau à l'Assemblée générale afin de présenter les points de vue de nos pays concernant la vie de notre planète et des peuples qui l'habitent. Nous nous efforçons de comprendre le sentiment général et de prendre le pouls de l'énergie, des idées et des souhaits de l'humanité. Le sentiment en Ukraine est celui d'un pays ouvert, tolérant et réglé par des principes.

Nous sommes réunis ici non pas pour nous offenser mutuellement ou échanger des insultes, mais pour résoudre nos problèmes communs. Je vous invite tous à faire usage de la tolérance contre l'étroitesse d'esprit, la malveillance et l'arrogance. Je dis ceci au nom d'une nation dont la situation est sans pareille, vu les défis qu'elle a dû relever et les progrès qu'elle a réalisés au cours des cinq dernières années.

En Ukraine, nous vivons dans un climat de renforcement de la liberté. Il s'agit d'un processus à la fois impressionnant et complexe. Les difficultés qu'il présente découragent les idéalistes et alimentent les tendances autoritaires, mais constituent pourtant un noble idéal pour tous les esprits éclairés. Notre nation se trouve aujourd'hui à un tournant qui permettra d'aller de l'avant vers une vie libre et sûre, de revitaliser notre tradition millénaire et ses liens rompus et de participer activement de nouveau à la civilisation mondiale.

Notre choix démocratique est irréversible. En tant que nation libre, nous n'accepterons aucune forme d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains, ni aucune pression sur ces États ni de manifestations d'idées autoritaires dans les relations internationales. Nous nous souvenons du prix que nos pères ont payé pour notre liberté, pour la liberté de l'Europe et du monde, et pour l'indépendance future de l'Ukraine.

Bientôt, nous célébrerons le soixante-cinquième anniversaire de la victoire sur le fascisme. Cette victoire conjointe de la coalition contre Hitler est sacrée. La mission de tous les pays qui se rappellent les horreurs du fascisme est de prévenir tout ce qui pourrait favoriser un retour de l'idéologie totalitaire et de son corollaire : la politique des ambitions impériales, le mépris de la valeur de la vie humaine et la violation du droit des peuples à une existence nationale souveraine.

Je soulève cette question parce que nous constatons la réapparition de signaux très troublants de retour du passé, qui vont de la mise en question de l'existence même des États nouvellement indépendants au déni du droit des nations à donner leur propre avis sur leur passé et leur avenir. Nous sommes préoccupés par la substitution de concepts et d'approches. La coopération, l'ouverture et l'amitié entre les nations se heurtent de manière explicite à un égotisme national agressif, qui fait fi des intérêts de partenaires proches et impose le droit du plus fort. Les guerres ouvertes de l'information, le chantage énergétique et économique, ainsi que l'ingérence dans des affaires souveraines, n'ont pas leur place dans un cadre civilisé.

Plus important, nous condamnons fermement et n'acceptons pas les violations quelles qu'elles soient des principes internationaux fondamentaux – en particulier, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières de tous les États souverains.

Pour nous, il va de soi que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement les membres permanents du Conseil de sécurité, doivent donner l'exemple en respectant les principes du droit international, de l'égalité des nations et de bon voisinage puisque notre Charte qui reste en vigueur, confie au Conseil de sécurité la responsabilité principale de maintenir la paix et la sécurité internationales.

L'Ukraine agit dans le strict respect des objectifs et des principes de l'Organisation des Nations Unies et attend de ses partenaires et voisins qu'ils agissent de même.

Aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer que l'Ukraine est résolue à devenir membre du Conseil de sécurité pour la période 2016-1017.

Notre pays a été et sera toujours un partenaire fiable de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les questions relatives à la paix et à la sécurité, et dans les actions collectives visant à promouvoir la stabilité dans toutes les régions, en particulier en Afrique. Cette année, j'ai approuvé la stratégie de l'Ukraine sur les activités internationales de maintien de la paix, qui renforcera notre contribution et notre participation dans ce domaine.

La sécurité du personnel chargé du maintien de la paix a toujours constitué une priorité pour l'Ukraine. En tant que l'un des auteurs de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, notre pays propose à l'Assemblée générale d'envisager des mesures supplémentaires afin de renforcer la protection juridique de ceux qui participent aux opérations de maintien de la paix.

Il y a près de 15 ans, l'Ukraine a volontairement renoncé à son potentiel nucléaire qui la plaçait au troisième rang mondial et a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en qualité d'État non doté de l'arme nucléaire. Nous saluons les mesures prises par les États-Unis et la Fédération de Russie aux fins de l'élaboration d'un accord nouveau pour remplacer le Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs du 31 juillet 1991, qui arrive à échéance cette année.

En même temps, l'Ukraine continue de compter sur l'appui des membres permanents du Conseil de sécurité à sa proposition de renforcer les garanties de sécurité pour les pays non dotés d'armes nucléaires, notamment ceux qui ont renoncé volontairement à posséder des armes nucléaires ou à les mettre au point. Cela constituera un encouragement important pour un grand nombre de pays.

L'Ukraine continuera d'agir de manière responsable et constructive en matière de coopération dans le domaine militaire et de la sécurité.

Nous respectons rigoureusement les résolutions du Conseil de sécurité, et adhérons à tous les régimes internationaux en place. Notre position en la matière est conforme à toutes nos obligations internationales. Elle est vérifiée, équilibrée et inchangeable.

Je voudrais insister sur une question de la plus haute importance pour l'Ukraine : la lutte mondiale contre la piraterie maritime. Nous apprécions tous les efforts déployés à cet égard par l'ONU et par l'Organisation maritime internationale (OMI), mais les mesures prises à ce jour ont été insuffisantes.

Près de 60 000 citoyens ukrainiens travaillent sur des navires battant pavillon étranger. Toute évolution de la situation en haute mer nous touche directement. Au cours des sept dernières années, des pirates ont attaqué 18 navires ayant à leur bord des marins ukrainiens, et au cours des neuf derniers mois seulement, 35 marins ukrainiens ont été pris en otage. Ce n'est plus un problème local, mais une situation très dangereuse qui nous menace tous. Nous ne fermerons pas les yeux sur ce problème.

L'Ukraine a été coauteur de la résolution A.1002 (25) de l'OMI, intitulée « Actes de piraterie et vols à main armée à l'encontre des navires dans les eaux au large des côtes somaliennes », qui a ouvert la voie à d'autres résolutions du Conseil de sécurité sur la question. Nous appuyons énergiquement l'élaboration de règles uniformes et claires pour lutter contre les pirates et protéger les marins. Nous sommes convaincus que l'Assemblée générale doit devenir un organe de coordination des efforts de toutes les institutions spécialisées dans ce domaine. Nous demandons aux États Membres de l'ONU qui sont les principaux pays d'origine de ces marins, et aux États et organisations en mesure d'avoir un impact sur la sécurité de la navigation maritime internationale d'adopter une position plus énergique.

Je propose, au nom de l'Ukraine, d'examiner attentivement l'idée d'établir dans l'un des pays africains un centre régional sous l'égide de l'ONU qui permettrait de réunir les institutions spécialisées, les programmes et les fonds, ainsi que les bureaux politiques, pour lutter contre la piraterie. Je serai clair : l'Ukraine participera activement à toutes les initiatives internationales, et nous comptons nous joindre à l'opération navale Atalante de l'Union européenne conte la piraterie.

En tant que Président de l'Ukraine, j'exhorte l'Assemblée générale à débattre de ces questions critiques lors d'une séance séparée.

Nous faisons face à des défis multiples que nous ne pourrons régler que par des efforts concertés. Je suis convaincu que pour nous tous, l'un des problèmes les plus graves est la crise financière mondiale. L'Ukraine salue les décisions prises dans des instances multilatérales, en particulier celles du Groupe des Vingt, car elles constituent l'instrument principal de la lutte contre la crise.

Dans ce processus, notre organisation peut et devrait jouer son rôle qui consiste à empêcher que les perturbations financières ne se transforment en troubles sociaux. Le moment est peut-être venu de revoir l'idée, exprimée antérieurement par l'Ukraine et reprise récemment par un certain nombre d'autres pays, de créer un conseil de sécurité économique de l'ONU. L'ampleur de cette proposition ne devrait pas nous inciter à la mettre de côté ou à la rejeter en bloc.

En outre, les décisions relatives au financement des activités de l'ONU dans le cadre des examens périodiques du barème des quotes-parts doivent être prises en tenant dûment compte de la crise mondiale.

L'objectif principal et prépondérant pour notre organisation universelle et pour chacun de nos pays est de protéger les personnes ordinaires contre la crise et de prévenir la baisse de leur niveau de vie.

En dépit de toutes les difficultés économiques, l'Ukraine est consciente de sa responsabilité d'aider d'autres pays qui ont souffert encore plus. Cette année, l'Ukraine est devenue un pays donateur du Programme alimentaire mondial. Nous espérons que notre contribution sauvera des millions de vies en Afrique. Je dis à nos chers partenaires : l'Ukraine comprend très bien vos besoins, et nous nous efforcerons de sauver les populations qui souffrent de la faim.

Nous nous sommes réunis ici aujourd'hui pour tenter de comprendre le sentiment général qui règne sur notre planète. Le sentiment en Ukraine est un sentiment de détermination, de persévérance et de bienveillance.

Nous croyons en notre organisation. Nous sommes capables de grandes choses. Je suis profondément persuadé que nous avons la force et la confiance nécessaires pour aller de l'avant pour le bien de nos peuples et de nos pays.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Ukraine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Victor Yushchenko, Président de l'Ukraine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Pologne.

*M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Kaczyński** (*parle en polonais; texte anglais fourni par la délégation*) : Soixante-quatre ans après la fondation de l'ONU, nous nous rappelons le fait évident que l'ONU a été créée pour empêcher des atrocités comme celles qui se sont produites pendant la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1945. L'Organisation est née pour éviter que ne se reproduise l'échec de la Société des Nations, première organisation mondiale à tenter de s'acquitter de ses fonctions entre les deux guerres mondiales.

En 64 ans d'existence, l'ONU a connu de nombreuses vicissitudes. Il y a eu de bonnes et de mauvaises années, des années où, dans cette salle, se sont affrontées les forces des deux camps, le camp dit « socialiste » et le monde libre. Il y a eu un temps où ici, dans cette salle, des dizaines de nouveaux pays d'Afrique, d'Océanie et d'Asie ont vu le jour. Il y a également eu la fois, il y a 20 ans de cela, où, après l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup d'autres nouveaux pays sont apparus, et où d'autres encore, comme mon pays, la Pologne, ont acquis une indépendance véritable, et non de pure forme.

À cette époque, le monde entier pensait que nous avions trouvé la solution à tous les problèmes, en particulier économiques, en utilisant les règles de l'économie de marché, synonyme d'une économie libérale et de la libre circulation des capitaux dans tous les secteurs. Il faut dire clairement, comme cela a été indiqué ici à plusieurs reprises, que cette confiance a été ébranlée ces dernières années et c'est pourquoi mon intervention sera en grande partie consacrée à la crise.

Cette crise est un nouveau problème. C'est la première fois que je participe à une session de l'Assemblée générale et je peux affirmer que tous les problèmes abordés auparavant, tels que les conflits, qui sont nombreux, la question plus récente du changement climatique et le problème de la pauvreté ne sont pas nouveaux. Il convient d'ajouter les questions liées à la santé : sida, épidémies, etc.

La crise actuelle est apparue quant à elle l'année dernière seulement. Avant de m'y arrêter, je voudrais revenir sur ce qu'a dit le Président de l'Ukraine. Plusieurs causes sont à l'origine des conflits dans le monde, notamment la violation du principe d'intégrité territoriale. En raison de l'émergence de nombreux nouveaux pays au cours des 12 dernières années, il est évident que des divergences d'opinion apparaîtront au sujet de tel ou tel territoire. Le recours à la force pour régler ces différends, comme ce fut le cas l'an passé contre la Géorgie, risque de créer des problèmes fondamentaux. Cela pourrait entraîner des conflits locaux mais aussi des conflits de plus grande ampleur, même des conflits mondiaux. Au nom de mon pays, je lance une mise en garde à ce sujet.

Je reviens à la crise actuelle. Je représente un pays qui continue de se développer. La Pologne est le seul pays de l'Union européenne qui enregistrera cette année une croissance économique, même si elle est faible. Cela s'explique par des facteurs spécifiques à mon pays sur lesquels je ne souhaite pas m'étendre ici. Néanmoins, il va de soi que la crise résulte, entre autres, de la confiance exacerbée placée dans les marchés et les systèmes bancaires dont la complexité ne cesse de s'accroître, ce qui entraîne tôt ou tard et de façon inéluctable les effets que nous constatons tous aujourd'hui.

Quelles mesures préventives peuvent être prises? Elles sont connues mais leur mise en œuvre n'est pas aisée. Selon moi, l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle important en la matière. Il ne s'agit pas de gérer l'économie mondiale. De telles tentatives sont vouées à l'échec et provoqueront une nouvelle crise. Toutefois, il est erroné de dire que nous n'avons pas besoin de nouvelles règles ou de nouvelles règlementations pour faire face aux problèmes abordés aujourd'hui, y compris le contrôle et la supervision du secteur bancaire. Cette supervision ne devrait peut-être pas revêtir une dimension mondiale mais elle doit englober les pays dans lesquels les banques ne sont soumises à aucun contrôle car cette situation est à l'origine d'une pathologie économique, laquelle favorise souvent des activités criminelles de grande ampleur, comme le trafic de drogues.

Les « paradis fiscaux » ont également été mentionnés ici. Nous pouvons aussi évoquer un autre problème, posé par les navires battant des pavillons de complaisance. Nous comprenons que ceux qui y ont recours cherchent à améliorer la situation de leur pays; nous sommes conscients que, du point de vue de plusieurs pays, en particulier s'ils ne sont pas riches, il y a une raison. Je ne suis pas là pour les critiquer mais il est de notre intérêt à tous de mettre un terme à de telles pratiques. L'ONU est la seule organisation au monde en mesure d'y parvenir grâce à l'établissement de normes internationales.

Le Président Lula du Brésil, a également évoqué certains problèmes très importants, notamment les questions liées aux institutions financières apparentées à l'ONU. Je fais référence ici à la nécessité d'une plus grande adaptabilité des programmes lancés par le Fonds monétaire internationale et la Banque mondiale.

Un autre point concerne la meilleure mise à profit d'organisations apparentées à l'ONU. Je voudrais d'abord signaler l'Organisation internationale du Travail (OIT), fondée il y a 80 ans. Elle mène son action dans la quasi-totalité des pays du monde et emploie près de 2 500 personnes. Ne devrait-elle pas dans une plus large mesure servir de cadre à l'élaboration de programmes offrant d'autres solutions que le développement libéral? Une réforme de l'OIT pourrait permettre à celle-ci de s'acquitter avec succès de cette mission. Cela exige une action commune mais c'est faisable.

Je ne parle pas de ressources et de moyens financiers supplémentaires. Je parle de l'élaboration de programmes alternatifs tenant mieux compte des intérêts des travailleurs que les programmes mis en place jusqu'ici et aussi de l'établissement d'un équilibre entre les différents groupes sociaux, non seulement dans les pays riches mais aussi dans les pays pauvres.

Dans l'allocution qu'il a prononcée aujourd'hui, le Président des États-Unis a fait observer qu'un pays qui, quoi qu'on en pense, est actuellement le plus puissant du monde, aborde désormais les problèmes de l'ONU de manière différente. Cela offre des possibilités à l'Organisation, notre organisation. C'est une occasion à saisir si l'efficacité des opérations de maintien de la paix est renforcée. Nous devrions nous féliciter des opérations menées jusqu'à présent mais

des changements organisationnels sont nécessaires pour donner plus d'efficacité à ces activités. En disant cela, je n'exclus pas les missions menées notamment par l'OTAN mais l'Organisation des Nations Unies devrait tenir le rôle de chef de file.

Se pose aussi le problème de la réforme de l'ONU, et du Conseil de sécurité en particulier. Je ne tiens pas à m'attarder sur le sujet maintenant mais nous sommes tous conscients qu'il s'agit d'une question très importante en raison de la différence fondamentale qui existe entre ce qui a été mis en place il y a 64 ans et la situation actuelle.

Par le passé, l'ONU a grandement mis l'accent sur les changements climatiques et les questions touchant au climat. On a dit beaucoup de choses sur le sujet, et je ne veux pas répéter ce qui a déjà été dit. Néanmoins, je rappelle que c'est une question très importante, exigeant beaucoup de tact. Si les pays les plus riches veulent s'impliquer fortement dans la préservation du climat, ils doivent être conscients que les États plus faibles ont besoin d'aide, car cette très juste cause ne saurait être défendue de telle sorte que le développement soit plus aisé pour les uns et plus ardu pour les autres. Nous devrions toujours avoir cela à l'esprit lorsque nous pensons à la solidarité de toutes les nations et aux objectifs fixés pour l'ONU il y a 64 ans.

Dernier point, mais non le moindre, j'en viens à une question qui n'a pas été examinée en profondeur, si ce n'est par rapport à la piraterie : le terrorisme international. Il s'agit aujourd'hui d'un problème majeur. La situation dans certains pays, comme l'Afghanistan et le Pakistan, en est une preuve marquante. Le terrorisme a ses sources, dont toutes ne sont pas liées à des idéologies extérieures. Il y a aussi des prémisses objectives, et nous en sommes conscients. Nous croyons comprendre également que l'ONU peut jouer un plus grand rôle que celui qu'elle a joué jusqu'ici.

La Pologne est membre de l'OTAN, et est très impliquée dans ses opérations. Mais nous croyons savoir qu'en droit international, la légitimité à 100 % de ces opérations n'émane que de l'ONU. C'est un point très important, maintenant et pour l'avenir, parce que nous devons être conscients que les problèmes de conflits, de crises et de terrorisme ne peuvent se régler en quelques années.

À plusieurs reprises aujourd'hui, nous avons entendu dire que l'ONU entrait dans une nouvelle phase. Nous pensons que ce sera une phase de sa grandeur, car le passé nous a appris que cette grande expérience mondiale, qui a plusieurs fois donné satisfaction à l'échelle mondiale, continuera de le faire dans le proche avenir.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Pologne de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Point 8 de l'ordre du jour** (*suite*)

**Débat général**

**Allocution de M. Kevin Rudd, Premier Ministre de l'Australie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de l'Australie.

*M. Kevin Rudd, Premier Ministre de l'Australie, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai le grand plaisir d'accueillir S. E. M. Kevin Rudd, Premier Ministre de l'Australie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

**M. Rudd** (Australie) (*parle en anglais*) : Je participe à cette Assemblée, comme le fait l'Australie chaque année depuis la première session de l'Assemblée générale en 1946, et je le fais dans le même état d'esprit : trouver ensemble des solutions aux grands défis de notre époque et essayer ensemble de donner effet à ces solutions.

Ces défis ne sont pas nouveaux. Ils figurent dans le Préambule de la Charte que nous, la communauté internationale, avons élaboré ensemble : « préserver les générations futures du fléau de la guerre », instaurer une croissance économique et le progrès social pour tous, « proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux […] dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ». Tous ces grands engagements devaient être reflétés dans un nouvel organe de droit international.

Deux tiers de siècle plus tard, ces grandes valeurs internationales demeurent, alors que les défis auxquels

nous les appliquons ne cessent d'évoluer. C'est sur les défis auxquels doit faire face actuellement l'ordre mondial que je voudrais intervenir aujourd'hui devant l'Assemblée générale, à sa soixante-quatrième session : la crise financière mondiale, le travail inachevé du Cycle de Doha, la crise que connaît la planète elle-même, la question des armes nucléaires, toujours pas résolue 20 ans après la fin de la guerre froide, et l'avenir de la gouvernance mondiale elle-même.

Il y a juste un an, à quelques pas d'ici, une suite d'événements destructeurs a déclenché la pire crise financière mondiale de ces 75 dernières années. Il y a juste un an je m'adressais à l'Assemblée pour la première fois, 10 jours après l'effondrement de Lehman Brothers, pour parler des défis auxquels il faudrait s'atteler pour une réglementation appropriée des marchés financiers internationaux.

Ce programme de réformes est maintenant en cours, grâce au Groupe des Vingt (G-20), au Conseil de la stabilité financière et au Fonds monétaire international (FMI). Mais il reste encore beaucoup à faire pour empêcher la cupidité sans limite des marchés financiers non réglementés, qui a provoqué ce carnage économique à travers le monde ces 12 derniers mois, d'engendrer de futures crises financières.

La crise financière mondiale a ramené à la réalité la communauté internationale, lui rappelant qu'il fallait réformer les institutions de gouvernance mondiale, et que notre système de gouvernance mondiale a aujourd'hui besoin d'une réforme radicale. Car la vérité est que l'échec de ces institutions n'est pas seulement un motif de préoccupation pour les gouvernements, les diplomates et les économistes; le prix de l'échec de ces institutions a été payé par les travailleurs et leur famille à travers le monde.

Les événements qui ont eu lieu à Wall Street se sont rapidement propagés partout dans le monde, de Londres à Lima, de Beijing à Barcelone, de Melbourne à Mumbai, dans les économies développées et en développement. Cette crise financière mondiale, ainsi que la crise économique et de l'emploi qui a suivi, n'ont respecté aucune frontière nationale, ni épargné aucun peuple.

L'Australie n'a pas fait exception. La crise financière mondiale a entraîné une chute de la Bourse australienne de 55 %. Elle a englouti environ 150 milliards de dollars australiens provenant des épargnes-retraite des travailleurs australiens. Des dizaines de milliers d'Australiens ont perdu leur emploi. Nous nous attendons à de nouvelles pertes d'emplois. Derrière chacune de ces statistiques, il y a des travailleurs australiens qui ont vu leur épargne diminuer, leur sécurité financière s'éroder et leur sécurité d'emploi menacée.

Je pense à des endroits comme Liverpool, près de Sydney, où le déclin de son secteur de manufacture légère a entraîné une augmentation du taux de chômage de 4,5 % l'année dernière, et où, à présent, 19 000 personnes de la région sont sans emploi; comme la destination touristique de Cairns, dans le nord du Queensland, où le chômage a augmenté de 3,7 % au cours de l'année dernière, ce qui signifie que 13 300 personnes sont au chômage dans cette région; et comme la banlieue du sud-est de Perth, où le chômage a augmenté de 3,3 % l'année passée, laissant ainsi 12 800 personnes de cette communauté également sans travail.

La récession mondiale a touché très concrètement des communautés analogues dans toute l'Australie, tout comme elle a touché très concrètement des communautés analogues dans le monde entier. Nous ne devons jamais oublier ces hommes, ces femmes et leurs familles dans nos efforts pour sortir de cette récession mondiale.

Bien que notre système économique mondial ait largement échoué à empêcher la crise, les gouvernements du G-20 ont uni leurs forces pour limiter les dégâts et prévenir un effondrement systémique. Grâce au G-20, qui a rassemblé pour la première fois les chefs de gouvernement des grandes économies développées et en développement concernées, les gouvernements ont agi de concert pour octroyer une aide d'une valeur d'environ 13 billions 600 milliards de dollars visant directement à stabiliser le système financier mondial; injecter l'équivalent de 5 billions 500 milliards de dollars dans l'économie mondiale sous forme de relance budgétaire; allouer 1 billion 100 milliards de dollars de ressources aux institutions financières internationales, afin que les marchés aient confiance dans la capacité de faire face à tout effondrement futur; mettre en place également un cadre intégré pour gérer les actifs toxiques afin de rééquilibrer les bilans de nombreuses grandes banques; et lancer un programme de réforme complet des marchés financiers, par l'entremise du Conseil de la stabilité financière.

Le FMI a calculé que ces interventions extraordinaires avaient réussi à arrêter ce qui était en

train de devenir une crise économique échappant à tout contrôle.

Mais la vérité, c'est que la reprise de l'économie mondiale est loin d'être acquise et que bien des péripéties nous attendent encore. En outre, les institutions de la gouvernance économique mondiale sont confrontées à de nouveaux défis. Premièrement, le programme de réforme du marché financier doit être totalement défini et mis en œuvre pour éviter une nouvelle crise. Deuxièmement, en prévision de la reprise économique mondiale, nous devons convenir d'un cadre pour l'arrêt coordonné de nos interventions d'urgence. Enfin, troisième élément, qui est le plus fondamental, nous devons établir un cadre nouveau pour assurer une croissance économique durable dans l'avenir, un cadre qui ne se contente pas simplement de reproduire le système d'avant, fondé sur des déséquilibres financiers intenables et sur la surconsommation et alimenté par l'endettement des ménages et des entreprises ainsi que par une prise de risques irresponsable au sein d'institutions financières ayant un rôle systémique important.

L'un des échecs du vieux modèle de croissance des 10 dernières années a été l'absence de véritable coordination économique à l'échelle mondiale. Cela a permis aux déséquilibres de s'accroître sans aucun contrôle et aux institutions financières de continuer d'opérer sans véritable surveillance. Alors que nous nous acheminons vers la reprise, nous devons mettre en place un cadre qui favorise à la fois la croissance et l'équilibre de l'économie mondiale. Le FMI estime qu'une bonne coordination des grandes économies pourrait contribuer considérablement à la croissance mondiale et accroître de 10 % la production mondiale, soit l'équivalent de 6 billions de dollars sur cinq ans. Pour obtenir ce dividende de coordination, le G-20 devra s'appuyer sur les structures de coopération créées pendant la crise et les appliquer aux nouveaux défis de la reprise mondiale.

À Pittsburgh, nous avons une occasion historique de nous entendre sur un cadre qui permette de coordonner efficacement nos politiques économiques nationales. Ce cadre doit comporter quatre éléments clefs.

Premièrement, les membres du G-20 devraient s'entendre sur l'objectif commun de parvenir à une croissance équilibrée et durable. Deuxièmement, les membres du G-20 devraient faire connaître leurs propres stratégies économiques nationales et montrer dans quelle mesure elles contribuent à nos objectifs communs. Troisièmement, le FMI devrait analyser les plans économiques nationaux afin de déterminer s'ils sont cohérents et s'ils forment un tout bien adapté pour parvenir à une croissance mondiale durable et équilibrée. Enfin, quatrièmement, ce rapport devrait être présenté au G-20 pour servir de base à un examen par les pairs qui permettrait de mettre en évidence les risques spécifiques et les vulnérabilités pour l'avenir. Ce cadre devrait correspondre et contribuer de manière importante à la définition d'un ensemble de principes mondiaux, à l'image de la proposition de l'Allemagne d'élaborer une charte pour une activité économique durable.

L'autre grand défi mondial de notre temps est celui que pose le changement climatique. Alors qu'il ne reste que 74 jours avant la Conférence de Copenhague, les gouvernements du monde sont loin d'un accord. Si on a beaucoup parlé de la nécessité d'agir face aux changements climatiques, à ce jour, on n'a pas suffisamment agi. Jusqu'à présent, notre volonté politique collective n'a pas été à la hauteur de la tâche. Voilà trop longtemps que les négociations entre pays développés et pays en développement dégénèrent en récriminations mutuelles, les pays en développement accusant les pays développés de ne pas honorer leurs obligations, compte tenu du fait qu'ils sont indéniablement responsables de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et les pays développés avertissant les principales économies émergentes que si elles ne prennent aucune mesure, le réchauffement de la planète atteindra des niveaux inacceptables du simple fait de leurs émissions.

Le problème est que ces deux arguments sont valables. Ce qu'il faut à l'échelle mondiale, c'est accepter cette vérité et réagir en conséquence, car le fait est que tous nos gouvernements doivent dépasser leurs intérêts nationaux et parvenir à un grand compromis entre les pays développés et les pays en développement du monde, un grand compromis sur les changements climatiques qui tienne compte à la fois des responsabilités historiques et des responsabilités futures, un grand compromis ancré dans la science des changements climatiques et la nécessité de maintenir les hausses de température dans les limites de 2 °C pour éviter des changements climatiques catastrophiques, un grand compromis qui s'attaque aux trois grands défis des changements climatiques que nous n'avons toujours pas relevés.

Ces trois défis consistent à répondre aux questions suivantes : Quels sont les objectifs et les engagements que pays développés et en développement doivent fixer pour maintenir les hausses de température dans les limites de 2 °C? Quels sont les arrangements financiers publics et privés à mettre en place face aux changements climatiques pour appuyer les mesures d'atténuation et d'adaptation qu'il nous faudra prendre à l'avenir? Quels sont les transferts de technologie à effectuer dans les domaines des énergies renouvelables, du captage et du stockage du carbone, de l'efficacité énergétique, et de la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts pour réduire véritablement les émissions de gaz à effet de serre?

Dans la période à venir, ce grand compromis auquel nous devons parvenir doit permettre de relever l'ensemble de ces trois défis, car ils sont inextricablement liés les uns aux autres. Nous devons faire usage de tous les mécanismes dont nous disposons en matière de coopération internationale, y compris le Forum des grandes économies et le G-20, pour faire aboutir les négociations. Pour nous tous, ce sera une mise à l'épreuve de notre capacité de direction, un rôle dirigeant pour que notre vision collective dépasse le présent et se concentre désormais sur les besoins de demain.

Mais le temps presse. En tant que Président du Forum des îles du Pacifique, je sais qu'il est déjà presque trop tard pour les États insulaires du Pacifique. L'inondation des côtes n'est pas une éventualité, mais une réalité. La moitié de la population de ces États insulaires réside à moins de 1,5 kilomètre des côtes. Le Pacifique Sud est l'un des visages « humains » des changements climatiques. C'est pour cette raison que l'Australie, aux niveaux national, régional et mondial, est prête à assumer ses responsabilités et à agir face à ce grand défi moral, écologique et économique de notre temps.

Cette organisation est née dans l'ombre des armes nucléaires; une ombre toujours présente aujourd'hui. Une chose reste absolument certaine : jamais la prolifération des armes nucléaires ne placera un pays quel qu'il soit plus en sécurité. L'essai nucléaire conduit par la Corée du Nord cette année a été condamné à juste titre par l'ensemble de la communauté internationale. Elle réaffirme ainsi qu'à terme la seule manière de parvenir à la sécurité est l'élimination des armes nucléaires. L'Australie juge encourageant que les États-Unis et la Russie se soient engagés à réduire encore leurs arsenaux nucléaires, mais la communauté internationale doit, elle aussi, faire progresser le programme plus général de désarmement et de non-prolifération.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a joué un rôle crucial pour limiter la propagation des armes nucléaires, mais aujourd'hui ce traité est mis à mal. Nous devons faire en sorte que ses avantages mondiaux en matière de sécurité soient renforcés en veillant au succès de la Conférence d'examen de 2010. Pour relancer le consensus mondial et l'activisme en prévision de cette conférence et au-delà, l'Australie et le Japon ont créé l'année dernière la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, qui publiera dans les prochains mois son rapport final. Son objectif est de trouver une voie concrète et réaliste pour parvenir à un régime de non-prolifération et de désarmement renforcé, devant conduire en dernier ressort à l'élimination des arsenaux nucléaires.

La réunion au sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement, demain, est un événement important pour chacun d'entre nous. Nous ne devons pas laisser passer l'occasion ainsi offerte de mobiliser la volonté politique d'avancer vers un monde exempt d'armes nucléaires.

Les défis de la gouvernance mondiale vont au-delà de la crise financière mondiale, des changements climatiques et de la menace des armes nucléaires. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est indispensable pour éliminer l'extrême pauvreté. Il est tout simplement scandaleux qu'en 2009, après une ère de prospérité mondiale sans précédent, 1,5 milliard de nos semblables continue de vivre dans l'extrême pauvreté. C'est la raison fondamentale pour laquelle le Gouvernement australien s'est engagé à porter son aide publique au développement à 0,5 % de son produit national brut, afin de contribuer à combler le fossé en matière de développement qui s'est creusé dans de nombreux pays insulaires du Pacifique, tout en participant, autant que possible, à la lutte contre la pauvreté ailleurs, en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Parallèlement aux objectifs du Millénaire pour le développement, voilà maintenant huit ans que se poursuit le Cycle de négociations de Doha pour le développement. C'est trop long. Le fossé qui nous sépare dans ces négociations n'est pas très important, mais le manque de volonté politique de mener à bien ce cycle, lui, semble grand. À l'heure où le monde s'est

mis en quête d'un nouveau modèle de croissance pour soutenir la reprise économique à long terme, le Cycle de Doha constitue à n'en pas douter un élément déterminant. Comptant parmi les principaux pays négociateurs du Cycle de Doha, l'Australie demeure disposée à aider à rapprocher les positions dans le cadre de ces négociations.

L'Assemblée ne doit pas oublier non plus le travail fondamental constant qu'accomplit l'ONU sur tous les aspects de la gouvernance mondiale, comme ceux relatifs aux opérations internationales de maintien de la paix, aux opérations humanitaires, à la sécurité alimentaire, aux femmes, à la santé, aux enfants et aux réfugiés, qui sont tous la marque d'un ordre mondial civilisé.

L'ONU n'est pas un lieu, ce n'est pas une institution. L'ONU c'est nous, « Nous, peuples des Nations Unies », pour reprendre les premiers mots de la Charte des Nations Unies. C'est à nous qu'il revient de trouver les solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés, de forger un consensus sur ces solutions et de les mettre en œuvre. Cette organisation est née non pas d'un acte de volonté, même si de la volonté, il en a clairement fallu, mais d'un acte d'imagination, de la vision de ce que le monde devrait et pourrait être. Tel est le défi posé aux dirigeants de ce monde : imaginer un avenir digne de ce nom et transformer cette vision en une réalité concrète et présente.

Tel a été le défi qu'ont relevé nos prédécesseurs en 1945. Tel est le défi que notre génération doit aujourd'hui relever pour le monde de demain.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Australie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Kevin Rudd, Premier Ministre de l'Australie, est escorté de la tribune.*

*La séance est levée à 21 h 15*.